



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 17 MARS 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 17th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Algro Girls' Wear Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Julius Borer, comptable, et Dame Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Borer dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs, importateurs, marchands en gros et en détail, négociants à forfait, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, y compris des tissus de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Algro Girls' Wear Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,

8712

P. FRENETTE

Letters Patent

"Algro Girls' Wear Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1944, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Julius Borer, accountant, and Dame Sophie Borer, secretary, wife separate as to property of Julius Borer, duly authorized by her husband for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, exporters, importers, wholesale and retail dealers, jobbers, to buy, sell, and deal in all kinds of wearing apparel including fabrics of all kinds and descriptions, under the name of "Algro Girls' Wear Co.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) common shares of One hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of December, 1944.

P. FRENETTE,

8712-o

Assistant Deputy Attorney General

"Compagnie Bélisle et Allard Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Robert Bélisle, Rolland Bélisle, tous deux menuisiers, et Richard Allard, mécanicien, tous de la paroisse de la Baie du Febvre, district de Richelieu, province de Québec, dans les buts suivants:

Construction et exploitation de moulin à scie; Entreprise de construction ou de réparation de toutes bâtisses en complet, en partie, ou accessoires, quels quesoient les modalités de contracter et les matériaux de construction qui y entrent, sous le nom de "Compagnie Bélisle et Allard Limitée", avec un capital total de quatre mille deux cents dollars (\$4,200.), divisé en six (6) actions de sept cents dollars (\$700.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Baie du Febvre, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de décembre, 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8713-o P. FRENETTE.

"Compagnie Bélisle et Allard Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1944, incorporating: Robert Bélisle, Rolland Bélisle, both joiners, and Richard Allard, mechanic, all of the parish of La Baie du Febvre, district of Richelieu, Province of Quebec, for the following purposes:

The building and operating of a saw-mill; Undertaking the building and repairing of buildings in whole or in part, or accessories, for whatsoever kind they may contract, and the building requisites required for same, under the name of "Compagnie Bélisle et Allard Limitée", with a total capital stock of four thousand two hundred dollars (\$4,200), divided into six (6) shares of seven hundred dollars (\$700) each.

The head office of the company will be at La Baie du Febvre, district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8713 Assistant Deputy Attorney General.

"E. Aboud Co."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente novembre 1944, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield et Philip Fischel Vineberg, avocats, Rita Segal, Sorki Bavitch et Yvonne Bélanger, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des marchandises sèches, matières textiles, étoffes, tissus et produits, et sans restreindre en aucune manière la généralité de ce qui précède, des étoffes à la verge, des vêtements d'hommes, de femmes et d'enfant, des garnitures de maisons, marchandises en cuir, chaussures, mercerie, chapeaux, robes de chambre, gants, mitaines, chaussettes, cravates, sous vêtements, mouchoirs, nappes, tapis, rideaux et décorations de toute description, sous le nom de "E. Aboud Co.", avec un capital total de \$49,800, divisé en 198 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trente novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8714 P. FRENETTE.

"E. Aboud Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1944, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield and Philip Fischel Vineberg, advocates, Rita Segal, Sorki Bavitch and Yvonne Bélanger, filles majeures, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in, import, export, wholesale and retail dry goods, textiles, textile materials, fabrics and products, and without restricting in any way the generality of the foregoing, piece goods, men's, women's and children's wear, household furnishings, leather goods, shoes, haberdashery, hats, dressing gowns, gloves, mitts, socks, ties, underwear, handkerchiefs, tablecloths, rugs, curtains and apparel of any description whatsoever, under the name of "E. Aboud Co.", with a total capital stock of \$49,800.00, divided into 198 preferred shares of the par value of \$100.00 each and 300 common shares of the par value or \$100.00 each.

The chief place of business of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8714-o Assistant Deputy Attorney General.

"François Nolin Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de décembre 1944, constituant en corporation: François Nolin entrepreneur, Joffre Nolin et Maurice Nolin, tous deux commis, tous trois de la cité de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, réparer, louer, importer, exporter et faire le commerce en gros et en détail de camions, autobus, automobiles,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1944, incorporating: François Nolin, contractor, Joffre Nolin and Maurice Nolin, both clerks, all three of the city of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, repair, lease, import, export and deal both wholesale and retail in trucks, autobuses, automobiles, machinery, parts

machineries, pièces et accessoires et autres produits de ce genre;

Importer, exporter et faire le commerce en gros et en détail de chevaux;

Faire le commerce de camionnage en général;

Exercer le commerce d'entrepreneurs constructeurs, sous le nom de "François Nolin limitée", avec un capital total de \$199,900.00, divisé en 1999 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S715-o P. FRENETTE.

"Jay Flex Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Harry Charles Mendelson, marchand, Benjamin L. Louis et Edward S. Berger, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, d'orfèvres et d'argentiers et de manufacturiers et marchands de bracelets, montres, boîtiers de montres, vêtements, bijouterie, argenterie, marchandises de fantaisie, horloges, pierres précieuses et métaux précieux et semi-précieux, porcelaine, verrerie, bric-à-brac et objets d'art, d'estampage et du travail d'articles en cuir, en gros et en détail, sous le nom de "Jay Flex Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S716 P. FRENETTE.

"La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Alcide Trudeau, Armand Ruel, marchands, Georges St-Pierre, rentier, Benoît Turmel, avocat, et J. Wellie Pariseau, peintre, tous de la ville de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'acquisition de l'industrie et du commerce exercés par Alcide Trudeau, marchand, Georges St-Pierre, rentier, Benoît Turmel, avocat, Wellie Pariseau, peintre et Armand Ruel, marchand, qui font actuellement affaire sous le nom de La Cie des Industries de Sherbrooke, à Sherbrooke, district de Saint-François, avec immeubles, droits immobiliers, meubles, machineries, matières premières, bois et fonds de commerce en général, clientèle et achalandage, en un mot tout l'actif et la passif et de payer lesdits Alcide Trudeau, Georges St-Pierre, Benoît Turmel, Wellie Pariseau et Armand Ruel avec des actions ordinaires libérées et non sujettes à l'appel du capital de la compagnie, et d'assurer en outre les dettes du commerce ci-haut décrit, le tout

and accessories and other products of a like nature;

To import, export and deal, wholesale and retail, in horses;

To carry on a general cartage business;

To carry on the business of building contractors, under the name of "François Nolin Limitée", with a total capital stock of \$199,900., divided into 1999 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
S715 Assistant Deputy Attorney General.

"Jay Flex Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1944, incorporating: Harry Charles Mendelson, Merchant, Benjamin L. Louis and Edward S. Berger, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers and gold and silver smiths and manufacturers of and dealers in bracelets, watches, watch cases, costume jewellery, jewellery, silverware, fancy goods, clocks, precious stones, precious and semi-precious metals, china, glass-ware, bric-a-brac and objects of art, the stamping and tooling of leather goods, both wholesale and retail, under the name of "Jay Flex Ltd.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) common shares of One hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
S716-o Assistant Deputy Attorney General.

"La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1944, incorporating: Alcide Trudeau, Armand Ruel, merchants, Georges St-Pierre, annuitant, Benoît Turmel, advocate, and J. Wellie Pariseau, painter, all of the town of Sherbrooke, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the industry and business carried on by Alcide Trudeau, merchant, Georges St-Pierre, annuitant, Benoît Turmel, advocate, Wellie Pariseau, painter and Armand Ruel, merchant, actually carrying on business under the name of "La Cie des Industries de Sherbrooke", at Sherbrooke, district of Saint Francis, with immovables, immoveable rights, moveables, machinery, raw material, wood and stock in trade generally, custom and good-will, in a word, all assets and liabilities and to pay the said Alcide Trudeau, Georges St-Pierre, Benoît Turmel, Wellie Pariseau and Armand Ruel with common paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company, and, moreover, to take over the debts of the above described business, the whole for such prices, charges,

pour les prix, charges, clauses et conditions que les directeurs jugeront convenables;

Faire affaire comme manufacturiers, réparateurs, importateurs, exportateurs, négociants en gros et en détail, et faire le commerce en général sans restrictions, des meubles et des jouets en bois de toutes sortes et tous autres produits ou sous-produits dans la composition desquels entre en tout ou en partie du bois ainsi que d'autres articles, commodités et accessoires du même genre, neufs ou usagés, nécessaires ou appropriés aux fins du commerce; cette phrase étant descriptive et non limitative, sous le nom de "La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8717-o P. FRENETTE.

"Montréal Mart Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente novembre 1944, constituant en corporation: Léon D. Crestohl, avocat, Mlle Martha Glovinsky, sténographe fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et Mlle Queenie Marcovitch, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général le commerce de grossistes et détaillants, importateurs et exportateurs, acheter et vendre, et en général faire le commerce de toutes sortes de vêtements tricotés pour hommes, femmes, bébés et enfants et toutes sortes de vêtements de travail, pantalons, culottes, chemises, coupe-vent, sous-vêtements, bas et tous autres articles semblables qui peuvent être faits de matières textiles, sous le nom de "Montreal Mart Inc.", avec un capital total de \$20,000., divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trente novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8718 P. FRENETTE.

"Quebec Industrial Relations Institute"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Reginald Ker, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Paul Fernand Renault, Maurice R. Marcotte, stagiaire, Clifford George Meek, comptable, et John Lawrence McCrory, secrétaire, tous cinq de la cité de Montréal, Herbert William Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, comptable, tous deux de St-Lambert, et William Patrick Creagh, stagiaire, de la ville de Mont-Royal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

clauses and conditions as the Directors may deem expedient;

To carry on business as manufacturers, repairers, importers, exporters, wholesale and retail merchants, and deal generally without any restriction, in furniture and wooden toys of every kind and any other products or by-products in the composition whereof wood may enter in whole or in part, and also other articles, commodities and accessories of the same kind, whether new or used, required or appropriate for the purposes of the business; this phrase being descriptive and not limitative, under the name of "La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée", with a total capital stock of \$49,900., divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8717 Assistant Deputy Attorney General.

"Montreal Mart Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1944, incorporating: Leon-D. Crestohl, advocate, Miss Martha Glovinsky, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Miss Queenie Marcovitch, secretary, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of wholesalers and retailers, importers and exporters, to buy and sell and generally deal in all forms of men's, ladies', infants' and children's knitted wear and all kinds of work clothes, pants, breeches, shirts, windbreakers, underwear, stockings and all such other similar articles which can be manufactured from textiles, under the name of "Montreal Mart Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into Two hundred (200) shares of One hundred (\$100.) dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1944.

P. FRENETTE
8718-6 Assistant Deputy Attorney General.

"Quebec Industrial Relations Institute"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Thomas Reginald Ker, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Paul Fernand Renault, Maurice R. Marcotte, both advocates, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, accountant, and John Lawrence McCrory, secretary, all five of the City of Montreal, Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, accountant, both of St. Lambert, and William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faciliter, en faisant partie de cet Institut, l'adoption d'une politique qui favorisera des relations durables et harmonieuses entre les employés et leurs employeurs et qui encouragera la paix et la stabilité industrielles, sous le nom de "Quebec Industrial Relations Institute".

Le montant auquel le revenu des biens immobiliers que l'Institut peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de l'Institut sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8719 P. FRENETTE.

"20th Century Ladies Wear Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux décembre 1944, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, tous deux avocats, et Lewis A. Haber, comptable agréé tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Conduire et faire en général le commerce qui consiste à manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce de robes, blouses, jupes, manteaux, costumes, vêtements pour femmes, fourrures, coupons, lainages, cotonnades et soie à la verge, et en général lingerie pour femmes, habits de sport, pantalons de sport, costumes de sport, vêtements de toute occasion et vêtements de toute description pour femmes, et aussi vêtements d'enfants, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de produits manufacturés, importer et exporter les articles et marchandises susmentionnés, sous le nom de "20th Century Ladies Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8720 P. FRENETTE.

To facilitate, through its membership, the adoption of policies which will promote sound and harmonious relations between employees and their employers and which will promote industrial peace and stability, under the name of "Quebec Industrial Relations Institute".

The amount of revenue from the immoveable property which the Institute may hold is limited to Ten thousand dollars (\$10,000.).

The head office of the Institute will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8719-0 Assistant Deputy Attorney General.

"20th Century Ladies Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1944, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, both advocates, and Lewis A. Haber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of manufacturing, buying or otherwise acquiring and selling, or otherwise deal in ladies' dresses, blouses, skirts, cloaks, suits, garments, furs, remnants, woollens, cottons and silk by yard, and generally women's wearing apparel, sportswear, slacks, slack suits, casual and leisure garments and feminine wearing apparel of every description, and also children's wear, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of the manufactured products, import and export of the wares and merchandise aforementioned, under the name of "20th Century Ladies Wear Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8720-0 Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinze février 1945, changeant le nom de la compagnie "Popular Pants & Sportswear Manufacturing Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du six mars 1939, en celui de: "Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company".

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8721 P. FRENETTE.

"Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Popular Pants & Sportswear Manufacturing Co.", incorporated by letters patent dated the sixth day of March, 1939, to that of: "Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

P. FRENETTE,
8721-0 Assistant Deputy Attorney General.

"Capper & Jaques Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize janvier 1945, changeant le nom de la compagnie "James L. McCulloch and Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier décembre 1924, en celui de "Capper & Jaques Limited".

Daté du bureau du procureur général, le treize janvier 1945,

L'Assistant-procureur général suppléant,
8722 P. FRENETTE.

"Capper & Jaques Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "James L. McCulloch and Company, Limited", incorporated by letters patent dated the first day of December, 1934, to that of "Capper & Jaques Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8722-o Assistant Deputy Attorney General.

"Delisle Auto Rouyn Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, changeant le nom de la compagnie "Delisle Auto Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1935, sous le nom de "Delisle Auto Accessoires Amos Limitée" - "Delisle Auto Accessories Amos Limited", en celui de "Delisle Auto Rouyn Limitée".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8723-o P. FRENETTE.

"Delisle Auto Rouyn Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Delisle Auto Limitée" incorporated by letters patent bearing date the twenty-third day of December 1935, under the name of "Delisle Auto Accessoires Amos Limitée" - "Delisle Auto Accessories Amos Limited", to that of "Delisle Auto Rouyn Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8723 Assistant Deputy Attorney General.

"Gagnon & Frères de Roberval Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, a) changeant le nom de "La Cie Gagnon Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1924, sous le nom de "Gagnon & Frères de Roberval, Limitée", en celui de "Gagnon & Frères de Roberval Ltée"; b) augmentant les pouvoirs de ladite compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8724-o P. FRENETTE.

"Gagnon & Frères de Roberval Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, a) changing the name of the company "La Cie Gagnon Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twelfth day of January, 1924 under the name of "Gagnon & Frères de Roberval, Limitée", to that of: "Gagnon & Frères de Roberval Ltée"; b) increasing the powers of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January 1945.

P. FRENETTE,
8724 Assistant Deputy Attorney General.

"Gulf Iron & Metal Co. Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de janvier 1945, à la compagnie "Gulf Iron & Metal Co. Ltd.", ratifiant le règlement N° 4 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$69,000 par la création de 50 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 440 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8725 P. FRENETTE.

"Gulf Iron & Metal Co. Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gulf Iron & Metal Co. Ltd.", ratifying By-Law No 4 of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$69,000.00 by the creation of 50 additional common shares of the par value of \$100.00 each and of 440 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8725-o Assistant Deputy Attorney General.

"Gulf Securities Corporation Ltd."

Avis est par les présentés donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre janvier 1945 changeant le nom de la compagnie "Clifton C. Cross and Company (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuf mai 1941, en celui de: "Gulf Securities Corporation Ltd."

Daté du bureau du procureur général, le vingt quatre janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

8726

P. FRENETTE.

"Gulf Securities Corporation Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Clifton C. Cross and Company (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of May, 1941, to that of: "Gulf Securities Corporation Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,

8726-o

Assistant Deputy Attorney General.

"Hotel Rus-Tik Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de février 1945, changeant le nom de la compagnie "Ski Lodge Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour d'octobre 1939, en celui de: "Hôtel Rus-Tik Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

8727-o

P. FRENETTE.

"Hotel Rus-Tik Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act supplementary letters patent bearing date the second day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Ski Lodge Inc.", incorporated by letters patent bearing date the fourth day of October, 1939, to that of: "Hotel Rus-Tik Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1945.

P. FRENETTE,

8727

Assistant Deputy Attorney General.

"Metropolitan Goulet Company Limited"

"(La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour de février 1945, changeant le nom de la compagnie "Metropolitan Goulet Company Limited" (La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée), constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1933, sous le nom de "Metropolitan Electric Company Limited", en celui de: "Metropolitan Goulet Company Limited" (La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée).

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

8728-o

P. FRENETTE.

"Metropolitan Goulet Company Limited"

"(La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the first day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Metropolitan Goulet Company Limited" (La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée), incorporated by letters patent bearing date the twenty-seventh day of June, 1933, under the name of "Metropolitan Electric Company Limited", to that of: "Metropolitan Goulet Company Limited" (La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée).

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1945.

P. FRENETTE,

8728

Assistant Deputy Attorney General

"Maison Sainte-Agnès"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'émettre de nouvelles lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour de janvier 1945, pour remplacer les lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour d'octobre 1944 de la corporation "Maison Sainte-Agnès", conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi précitée (S.R.Q., 1941, ch. 276).

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

8729-o

P. FRENETTE.

"Maison Sainte-Agnès"

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies Act, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to issue new supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of January, 1945, to replace the supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of October, 1944, of the corporation "Maison Sainte-Agnès", in conformity with the provisions of section 12 of the aforesaid Act (R.S.Q. 1941, 12. 276).

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1945.

P. FRENETTE,

8729

Assistant Deputy Attorney General.

"McNeil, Mantha, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour de février 1945, à la "Compagnie Déposante du Canada" - "Depositor Company of Canada", ratifiant le règlement N° 27 de cette compagnie a) changeant son nom en celui de "McNeil, Mantha, Inc."; b) 1° réduisant son capital par la cancellation de 1525 des 1525 actions privilégiées de \$25.00 chacune non émises, de 2125 actions sans valeur au pair classe A, non émises, et de 513 actions sans valeur au pair classe B, non émises; 2° refondant 1000 actions privilégiées non émises en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées; 3° convertissant les 475 actions privilégiées de \$25.00 chacune et les 875 actions sans valeur au pair classe A en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions; 4° convertissant les 2987 actions sans valeur au pair classe B en 2987 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune; 5° fixant à \$52,987.00 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8730-o P. FRENETTE.

"Millen & Frère Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour de février 1945, à la compagnie "Millen & Frère Incorporée", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000.00 à \$99,000.00, par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8731-o P. FRENETTE.

"Novo Broom & Mop Supplies Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de janvier 1945, à la compagnie "Novo Broom & Mop Supplies corporation", ratifiant son règlement N° XXII augmentant son capital de \$20,000.00 à \$100,000.00, par la création de 800 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8732-o P. FRENETTE.

"Philip Shiveck Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour de janvier 1945, à la compagnie "Philip

"McNeil, Mantha, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the sixth day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Compagnie Déposante du Canada" - "Depositor Company of Canada", ratifying by-law No. 27 of the said company a) changing its name into that of "McNeil, Mantha, Inc."; b) 1° reducing its capital stock by the cancellation of 1525 of the 1525 preferred shares of \$25 each, not yet issued, of 2125 no par value class A shares, not yet issued, and 513 no par value class B shares, not yet issued; 2° changing the 1000 unissued preferred shares into 250 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges to be attached to these preferred shares; 3° converting the 475 preferred shares of \$25 each and the 875 no par value class A shares into 250 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges to be attached to the said shares; 4° converting the 2987 no par value class B shares into 2987 common shares of a par value of \$1 each; 5° fixing the amount with which the company may continue its operations, at \$52,987.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1945.

P. FRENETTE,
8730 Assistant Deputy Attorney General.

"Millen & Frère Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Millen & Frère Incorporée" ratifying a by-law increasing its capital stock from \$20,000 to \$99,000 by the creation of 790 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

P. FRENETTE,
8731 Assistant Deputy Attorney General.

"Novo Broom & Mop Supplies Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Novo Broom & Mop Supplies Corporation", ratifying its by-law N° XXII increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 800 additional preferred shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8732 Assistant Deputy Attorney General.

"Philip Shiveck Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fourth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Philip Shiveck Ltd.", ratifying By-Law

Shiveek Ltd.", ratifiant le règlement N° 22 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$69,000, par la création de 690 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8733 P. FRENETTE.

"Polco Realty Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour de février 1945, à la compagnie "Polco Realty Corporation", ratifiant le règlement N° XII de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$99,000 à \$121,000, par la création de 2,200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8734 P. FRENETTE.

"Rand Service Stores Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize janvier 1945, changeant le nom de la compagnie "Rand Service Agencies Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize novembre 1936, sous le nom de "Rand Service Stores Incorporated", en celui de: "Rand Service Stores Ltd."

Daté du bureau du procureur général, le treize janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8735 P. FRENETTE.

"René-T. Leclerc Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, à la compagnie "René-T. Leclerc Incorporée", ratifiant le règlement N° XX de cette compagnie augmentant son capital de \$75,000.00 à \$100,000.00, par la création de 5,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$5.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8736-o P. FRENETTE.

"R. F. Baril Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huit janvier 1945, changeant le nom de la compagnie "Baril & Strath Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre juillet 1932, en celui de: "R. F. Baril Incorporated".

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8737 P. FRENETTE.

No. 22 of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$69,000.00, by the creation of 690 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8733-o Assistant Deputy Attorney General.

"Polco Realty Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Polco Realty Corporation", ratifying By-Law No. XII of the said company increasing its capital stock from \$99,000.00 to \$121,000.00, by the creation of 2,200 additional common shares of the par value of \$10.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

P. FRENETTE,
8734-o Assistant Deputy Attorney General.

"Rand Service Stores Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Rand Service Agencies Ltd.", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of November, 1936, under the name of "Rand Service Stores Incorporated", to that of: "Rand Service Stores Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8735-o Assistant Deputy Attorney General.

"René-T. Leclerc Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "René-T. Leclerc Incorporée", ratifying by-law No. XX of the said company, increasing its capital stock from \$75,000 to \$100,000 by the creation of 5,000 additional common shares of a par value of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8736 Assistant Deputy Attorney General.

"R. F. Baril Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Baril & Strath Incorporated", incorporated by letters patent dated the fourth day of July, 1932, to that of: "R. F. Baril Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8737-o Assistant Deputy Attorney General.

"Success Wax Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de février 1945, A) changeant le nom de la compagnie "R. R. Dupéré, Limitée," constituée en corporation par lettres patentes en date du 22ième jour de mars 1933, en celui de: "Success Wax Ltd."; B) ratifiant le règlement N° 45 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$7,500 à \$57,000, par la création de 380 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$25 chacune et de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8738 P. FRENETTE.

"Union Petroleum Corporation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six janvier 1945, changeant le nom de la compagnie "Stewart Oil Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du douze mars 1940, en celui de: "Union Petroleum Corporation".

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8739 P. FRENETTE.

Victoria Theatre Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour de janvier 1945, à la compagnie "Victoria Theatre Co. Ltd.", ratifiant le règlement "C" de ladite compagnie amendant le sous-paragraphe (h) du deuxième paragraphe de la clause (d) de cette partie des lettres patentes d'incorporation qui traite des préférences, priorités, droits, limitations et restrictions affectant les actions de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8740 P. FRENETTE.

Action en séparation de biens

AVIS

Dame Gracia Gagnon, épouse de Théodore Vaillancourt, commerçant de bois, domicilié au N° 27, Mgr Gauvreau, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Québec, ce 12 mars 1945.

Les Avocats de la demanderesse,
MARK DROUIN, ROSS DROUIN

8748-o & LEBEL.

"Success Wax Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of February, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec A) changing the name of the company "R. R. Dupéré, Limitée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of March, 1933, to that of: "Success Wax Ltd."; B) ratifying By-Law No. 45 of the said company increasing its capital stock from \$7,500.00 to \$57,000.00, by the creation of 380 additional common shares of the par value of \$25.00 each and of 400 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1945.

P. FRENETTE,
8738-o Assistant Deputy Attorney General.

Union Petroleum Corporation"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Stewart Oil Company Limited", incorporated by letters patent dated the twelfth day of March, 1940, to that of: "Union Petroleum Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8739-o Assistant Deputy Attorney General.

Victoria Theatre Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Victoria Theatre Co. Ltd.", ratifying By-Law "C" of the said company amending sub-paragraph (h) of paragraph Second of clause (d) of that part of the Letters Patent of incorporation, which deals with the preferences, priorities, rights, limitations and restrictions affecting the company's shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8740-o Assistant Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

NOTICE

Dame Gracia Gagnon, wife of Théodore Vaillancourt, lumber merchant, domiciled at No. 27 Mgr Gauvreau, has taken an action against her husband for separation as to property.

Québec, March 12th, 1945.

MARK DROUIN, ROSS DROUIN
& LEBEL,

8748 Attorneys for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 806

Number 806

Québec, le 10 mars 1945.

Québec, March 10, 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province.

CONCERNING the adding of a contracting party to the collective labour agreement respecting tanners and curriers in the Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par "National Tanning Corporation", 6525, Waverley, Montréal, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février 1940, et amendements;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the National Tanning Corporation, 6525 Waverley st., Montreal, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement respecting tanners and curriers in the Province, rendered obligatory by the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 20 janvier 1945;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of January 20, 1945;

ATTENDU QUE le comité paritaire chargé de surveiller l'application dudit décret a été dûment consulté;

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been duly consulted;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE "National Tanning Corporation", 6525, Waverley, Montréal, soit traitée comme partie co-contractante et que le nom de cet établissement soit ajouté dans ledit décret aux parties de deuxième part.

THAT the "National Tanning Corporation", 6525 Waverley st., Montreal, be treated as co-contracting party and that the name of such establishment be added, in the said decree, to the parties of the second part.

A. MORISSET,

A. MORISSET,

8766-o

Greffier du Conseil Exécutif.

8766-o

Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 805

Number 805

Québec, le 10 mars 1945.

Québec, March 10, 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal.

CONCERNING the adding of a contracting party to the collective labour agreement respecting the fur industry, wholesale trade, in the district of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par "Jas. A. Ogilvy's Co. Ltd.", de Montréal, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, section de gros, dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 3723, du 6 octobre 1944;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), a request has been submitted to the Minister of Labour by "Jas. A. Ogilvy's Co. Ltd.", of Montreal, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the fur industry, wholesale section, in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 3723, of October 6, 1944;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 13 janvier 1945;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, of January 13, 1945;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

ATTENDU QUE le comité paritaire chargé de surveiller l'application dudit décret a été dûment consulté;

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been duly consulted;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE "Jas. A. Ogilvy's Co. Ltd.", de Montréal, soit traitée comme partie co-contractante et que le nom de cet établissement soit ajouté, dans ledit décret, aux parties de première part.

A. MORISSET,
8765-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 803

Québec, le 10 mars 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement, dans la région de Saint-Hyacinthe.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 491, du 10 février 1945, concernant une convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement, dans la région de Saint-Hyacinthe, soit corrigé de la façon suivante:

Dans la description de la juridiction territoriale, paragraphe "a" de l'article I, les mots: "et de Bagot" sont substitués aux mots:

"au territoire compris dans le comté de Bagot".
A. MORISSET,
8763-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 804

Québec, le 10 mars 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le Conseil des Métiers de la Construction du diocèse d'Ottawa, à l'effet de modifier le décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle, et ce, conformément à la décision rendue par le Conseil régional du Travail, en date du 19 décembre 1944, ordonnant une augmentation des salaires des employés de certaines catégories de métiers régis par ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 13 janvier 1945;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE, à la suite de ladite objection, le Conseil régional du Travail a rendu une nouvelle décision, à sa séance du 13 février 1945, à l'effet d'augmenter certains taux de salaires déterminés dans sa décision précédente;

ATTENDU QUE le Ministre du Travail a également donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications audit décret, aux fins de l'incorporation du boni de

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT "Jas. A. Ogilvy's Co. Ltd", of Montreal, be treated as co-contracting party and that the name of such establishment be added, in the said decree, to the parties of the first part.

A. MORISSET,
8765-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 803

Quebec, March 10, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree respecting religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 491, of February 10, 1945, concerning a collective labour agreement relating to the religious institutions, the hospitals and the educational establishments of the district of St. Hyacinthe, be corrected in the following manner:

In the description of the territorial jurisdiction, subsection "a" of section I, the words: "and Bagot" are substituted for the words:

"to that comprised in the county of Bagot".
A. MORISSET,
8763-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 804

Quebec, March 10, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by "Le Conseil des Métiers de la Construction du Diocèse d'Ottawa" for the purpose of amending the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle, pursuant to the decision taken by the Regional War Labour Board on December 19, 1944, stipulating an increase of wages for the employees of certain categories of the trades governed by the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of January 13, 1945;

WHEREAS one objection has been made against its approval;

WHEREAS, to comply with such objection, the Regional War Labour Board has taken a new decision at its meeting of February 13, 1945, for the purpose of increasing some of the rates determined in its preceding decision;

WHEREAS the Minister of Labour has also given notice of its intention to recommend the approval of some amendments to the said decree for the purpose of incorporating the cost of

vie chère aux taux minima de salaires déterminés dans ledit décret:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 968 soit modifié de la façon suivante:

1° La cédule des salaires apparaissant à l'article III est remplacée par la suivante:

Métiers	Salaires horaires Zones		
	I	II	III
Briqueur	\$1.15	\$0.85	\$0.45
Maçon	1.15	0.85	0.45
Charpentier - menuisier et mécanicien ("Millwright")	0.95	0.70	0.45
Poseur de parevents (bois ou métal), châssis, fenê- tres, divisions en acier	0.95	0.70	0.45
Poseur de "weatherstrips"	0.95	0.70	0.45
Plâtrier	1.05	0.70	0.45
Tailleur de pierre	0.95	0.80	0.45
Peintre, décorateur et vi- trier	0.85	0.60	0.45
Peintre — machine pneu- matique	0.95	0.70	0.45
Manœuvre, journalier (ou- vrier non qualifié)	0.55	0.40	0.30
Manœuvre spécialisé	0.60	0.45	0.30
Couvreur d'amiante	0.65	0.55	0.40
Electricien	0.75	0.60	0.45
Calfat	0.50	0.40	0.30
Finisseur de ciment	0.70	0.55	0.40
Préposé au monte-charge	0.75	0.60	0.45
Préposé au malaxeur à va- peur	0.70	0.55	0.40
Préposé au compresseur	0.70	0.55	0.40
Préposé au malaxeur à ga- zoline	0.70	0.55	0.40
Chauffeur (construction)	0.70	0.55	0.40
Poseur de lattes en bois	0.70	0.60	0.40
Poseur de lattes en métal	0.80	0.65	0.45
Poseur de marbre	0.85	0.70	0.45
Travailleur en fer ornemental	0.70	0.60	0.45
Couvreur (ardoise et tuile)	0.75	0.55	0.40
Couvreur (composition)	0.75	0.45	0.35
Poseur de planchers en mastic	0.70	0.55	0.40
Finisseur de planchers en mastic	0.55	0.45	0.35
Homme préposé aux bouil- loires	0.60	0.50	0.40
Ouvrier tôlier (montage)	1.00	0.55	0.40
Poseur de terrazzo	0.65	0.55	0.40
Poseur de tuiles	0.75	0.60	0.45
Homme préposé aux ma- chines à polir le terrazzo (sec)	0.60	0.50	0.40
Homme préposé aux ma- chines à polir le terrazzo (humide)	0.55	0.45	0.35
Foreur et casseur	0.65	0.55	0.40
Gréeur	0.65	0.55	0.45
Ouvrier en armature de béton	0.65	0.55	0.40

2° Le taux de "quatre-vingt-sept (\$0.87) cents" mentionné à la fin du premier alinéa du paragraphe "a" de l'article IIIa est remplacé par le taux d'"une piastre (\$1.00)".

3° Le taux de "cinquante-huit (\$0.58) cents" mentionné à la fin du troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article IIIa est remplacé par le taux de "soixante-dix (\$0.70) cents".

4° Les taux de "\$0.70" et "\$0.47" mentionnés dans le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article IIIa sont remplacés par les taux de "\$0.80" et "\$0.60".

living bonus with the minimum rates of wages determined in the said decree;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recom-

mendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 968 be amended in the following manner:

1° The scale of wages contained in section III

is replaced by the following:

Trades	Hourly rates Zones		
	I	II	III
Bricklayers	\$1.15	\$0.85	\$0.45
Masons	1.15	0.85	0.45
Carpenters, joiners and mill- wrights	0.95	0.70	0.45
Screen (wood or metal), sash, window, steel parti- tion erectors	0.95	0.70	0.45
Weatherstrippers	0.95	0.70	0.45
Plasterers	1.05	0.70	0.45
Stone cutters	0.95	0.80	0.45
Painters, decorators and glaziers	0.85	0.60	0.45
Painters - pneumatic ma- chine	0.95	0.70	0.45
Labourers, common work- ers	0.55	0.40	0.30
Specialized workers	0.60	0.45	0.30
Asbestos layers	0.65	0.55	0.40
Electricians	0.75	0.60	0.45
Caulkers	0.50	0.40	0.30
Cement finishers	0.70	0.55	0.40
Freight elevator operators	0.75	0.60	0.45
Steam mixer operators	0.70	0.55	0.40
Compressor operators	0.70	0.55	0.40
Gasoline mixer operators	0.70	0.55	0.40
Firemen (construction)	0.70	0.55	0.40
Lathers (wood)	0.70	0.60	0.40
Lathers (metal)	0.80	0.65	0.45
Marble layers	0.85	0.70	0.45
Ornamental iron workers	0.70	0.60	0.45
Roofers (slate and tile)	0.75	0.55	0.40
Roofers (composition)	0.75	0.45	0.35
Mastic floor layers	0.70	0.55	0.40
Mastic floor finishers	0.55	0.45	0.35
Kettlemen	0.60	0.50	0.40
Tinsmith (erection)	1.00	0.55	0.40
Terrazzo layers	0.65	0.55	0.40
Tile layers	0.75	0.60	0.45
Terrazzo polishing machine operators (dry polishing)	0.60	0.50	0.40
Terrazzo polishing machine operators (wet polishing)	0.55	0.45	0.35
Drillers and breakers	0.65	0.55	0.40
Riggers	0.65	0.55	0.45
Concrete steel or rod rein- forcing workers	0.65	0.55	0.40

2° The rate of "eighty-seven (\$0.87) cents", mentioned at the end of the first paragraph of subsection "a" of section IIIa, is replaced by the rate of "one dollar (\$1.00)".

3° The rate of "fifty-eight (\$0.58) cents", mentioned at the end of the third paragraph of subsection "a" of section IIIa, is replaced by the rate of "seventy (\$0.70) cents".

4° The rate of "\$0.70" and "\$0.47", mentioned in the last paragraph of subsection "b" of section IIIa, are replaced by the rates of "\$0.80" and "\$0.60".

5° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "d" de l'article IIIa sont remplacés par les suivants:

<i>Métiers</i>	<i>Salaires horaïres</i>
Peintre (fer structural)	\$0.85
Travailleur en fer structural (toutes catégories).	1.00
Chaudronnier, monteur et mécanicien de machines génératrices à capteur.	1.00
Aide chaudronnier, monteur et mécanicien de machines génératrices à vapeur.	0.75"

6° L'article IIIb est radié et remplacé par le suivant:

"IIIb.—Les taux de salaires mentionnés dans le présent décret comprennent les taux basiques plus l'indemnité de vie chère de \$0.05 l'heure ou \$2.40 par semaine accordée par le Conseil régional du Travail. Cependant, conformément aux dispositions du décret régissant les salaires en temps de guerre C. P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret."

7° Les taux de salaires des "ouvriers préposés à l'entretien" apparaissant aux paragraphes "b" et "c" de l'article X sont remplacés par les suivants:

<i>Métiers</i>	<i>Salaires hebdomadaires</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Compagnon.	\$24.40	\$22.40
Journahier (ouvrier non-qualifié).	19.40	17.40"

A. MORISSET,

S764-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 810

Québec, le 10 mars 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami, Saint-Joseph d'Alma et un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après énumérées ont conjointement présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat national catholique des Commis et comptables de Jonquière, inc.;

Le Syndicat national des Commis et comptables de Saint-Joseph d'Alma;

Le Syndicat interprofessionnel féminin de Jonquière;

Le Syndicat national catholique des Commis et comptables masculins et féminins de Kénogami, inc.;

Le Syndicat national des Employés du commerce d'Arvida, inc.;

ET, D'AUTRE PART:

L'Association des marchands détaillants de Jonquière et Kénogami, inc.;

5° The rates of wages mentioned in subsection "d" of section IIIa are replaced by the following:

<i>Trades</i>	<i>Hourly rates</i>
Painters (Structural steel)	\$0.85
Structural steel workers (all categories).	1.00
Boiler makers, steam generator erectors and mechanics.	1.00
Helpers of boiler makers and steam generator erectors and mechanics	0.75"

6° Section IIIb is deleted and replaced by the following:

"IIIb.—The rates of wages mentioned in the present decree include the basic rates plus the cost of living bonus of \$0.05 per hour, or \$2.40 per week, granted by the Regional War Labour Board. Nevertheless, pursuant to the provisions of the decree governing wartime wages, P.C. 9384, from February 15, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall be incorporated with the actual wages paid to each one of his employees, even if such wages be higher than the minima established by the present decree."

7° The rates of wages of "maintenance men", stipulated in subsection "b" and "c" of section X, are replaced by the following:

<i>Trades</i>	<i>Weekly wages</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Journeymen.	\$24.40	\$22.40
Labourers, common workers.	19.40	17.40"

A. MORISSET,

S764-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 810

Quebec, March 10, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to trade and office employees in the City of Arvida and the Towns of Jonquière, Kénogami, St. Joseph d'Alma and a radius of two (2) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties hereinafter mentioned have jointly submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"The Syndicat national catholique des Commis et Comptables de Jonquière, Inc."; "Le Syndicat national des Commis et Comptables de St. Joseph d'Alma"; "Le Syndicat interprofessionnel féminin de Jonquière"; "Le Syndicat national catholique des Commis et Comptables masculins et féminins de Kénogami, Inc."; "Le Syndicat national des Employés du Commerce d'Arvida, Inc.";

AND, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Marchands détaillants de Jonquière et Kénogami, Inc.";

pour les employeurs et les salariés de l'industrie, du commerce et des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 2 décembre 1944;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les établissements visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU QUE le Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête en tenant compte de plusieurs changements demandés subseqüemment par les parties contractantes, par décision rendue à sa séance du 30 janvier 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 2 décembre 1944.

I.—*Définitions*:—Pour les fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci après donnée:

a.—Le terme "établissement-industriel" désigne toute entreprise de production, de construction, de fabrication complète ou partielle, de transformation ou de réparation, requérant à un certain degré, un travail manuel de l'homme ou de la femme, comprenant par exemple, les fabriques de chaussures, de glace, de portes et châssis, ainsi que toutes fabriques, manufactures, usines, boutiques, moulins, scieries, ateliers, forges, carrières et toutes entreprises de genre analogue.

b.—Le terme "établissement-financier" désigne toute personne, corporation municipale ou scolaire, institution ou maison de fiducie, de courtage, bureau d'affaires, agence de perception, étude ou cabinet professionnel ou toute autre institution analogue.

c.—Le terme "établissement-commercial" désigne toutes les maisons de commerce de détail ou de gros, comme par exemple: les boulangeries, laiteries, fabriques d'eaux gazeuses, boucheries, épicerie, merceries, magasins de chaussures, pharmacies, hôtels, cafés, débits d'essence, d'automobiles ou d'accessoires, restaurants, bijouteries, feronneries, quincailleries, magasins de meubles, d'instruments de musique, de chapeaux, de peinture, de tapisserie, les salles de vente, de couture, d'échantillons, entrepôts, cours, marchés, auberges, garages, colportage, les services de distribution, les salles de spectacles, théâtres, cinémas, les services de transport par terre, par mer et par air, les services d'électricité, de téléphone, de télégraphe ainsi que tous les genres de commerce de détail ou de gros qui existent ou qui pourront exister pendant la durée du présent décret.

d.—Le mot "gérant" désigne tout salarié qui s'occupe généralement des achats dans le gros et le détail, qui a généralement les commis sous sa surveillance et son contrôle, qui a les responsabilités générales des ventes ou qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés,

for the employers and the employees of the industry, the trade and the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of December 2, 1944;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the establishments concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act, concerning the publication of notice, have duly been observed;

WHEREAS objections have been made against the said request and they were submitted to the contracting parties for consideration,

WHEREAS the Regional War Labour Board of Quebec by a decision taken at its meeting of January 30, 1945 has approved the provisions of the said request, taking into account many changes subsequently proposed by the contracting parties;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of December 2, 1944.

I.—*Definitions*:—For the purpose of this decree, the following words and terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a.—The words "industrial establishment" mean any enterprise of production, construction, complete or partial fabrication, conversion or repair, requiring to a certain extent, manual labour on the part of a man or woman, comprising for instance, shoe, ice, and door and sash factories, as also all factories, manufactories, works, workshops, mills, sawmills, workrooms, iron-works, blacksmiths' shops, quarries and all similar concerns.

b.—The words "financial establishment" mean any person, municipal or school corporation, fiduciary institution or concern, brokerage firms, business office, collection agency, professional men's offices or chambers, or any other similar institution.

c.—The words "commercial establishment" mean all retail or wholesale commercial concerns, as for instance: bakeries, dairies, establishments producing soft drinks, butchers' shops, groceries, small ware shops, shoe stores, drugstores, hotels, cafes, gasoline stations, distributors of automobiles or automobile accessories, restaurants, jewellers' shops, iron-mongeries, hardware, furniture, musical instruments, hats, paint, and wallpaper stores, sale-rooms, sewing rooms, sample rooms, warehouses, yards, markets, inns, garages, peddling, distribution services, theatres, playhouses, cinemas, land, water, and air transport, electricity, telegraph and telephone services, as also all kinds of retail or wholesale trades actually existing or that might come to exist during the existence of the present decree.

d.—The word "manager" means any employee who generally does the wholesale and retail purchasing, who generally has the clerks under his supervision and control, who has the general responsibility of the sales or who handles, directly or through the medium of employees, the

de la finance de tout ou d'une partie de l'établissement.

e.— Le mot "comptable" désigne tout salarié qui est en charge des écritures de comptabilité de l'établissement ou d'une partie importante de l'établissement.

f.— Le mot "caissier" désigne tout salarié qui reçoit en tout ou en partie les argents journaliers provenant des ventes ordinaires et extraordinaires.

g.— Le mot "commis" désigne tout salarié âgé de 16 ans ou plus, et employé dans un établissement régi par le présent décret, faisant du travail cléréal ou préposé à l'achat, à la surveillance, au classement, à la couture, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'emballage, au postage, à la livraison de toutes choses pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec le commerce, l'industrie, la finance ou les études professionnelles.

h.— Le mot "livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises vendues ou à être vendues dans un établissement régi par le présent décret au moyen de voiture, camion, bicycle ou de toute autre manière.

i.— Le terme "chef-du-personnel" désigne tout salarié qui a la charge d'un ou plusieurs départements dans un établissement régi par le présent décret, même sous la direction d'un gérant.

j.— Le mot "surintendant" désigne tout salarié qui voit à l'administration d'un ou de plusieurs établissements.

k.— Le terme "teneur-de-livre" désigne tout salarié qui fait un travail analogue à celui de comptable, tel que défini au paragraphe "e" du présent article.

l.— Le mot "percepteur" désigne tout salarié qui s'occupe généralement de la perception des argents dus et passés dus.

m.— Les mots "sténographe" et "dactylographe" désignent tout salarié qui prépare les factures, les états de comptes ou les circulaires, etc.

n.— Le terme "solliciteur-à-dommission" désigne tout salarié qui s'occupe des ventes en dehors de l'établissement, soit à salaire fixe ou à pourcentage.

II.— *Jurisdiction territoriale*:— Le présent décret régit la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami, Saint-Joseph d'Alma et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

III.— *Jurisdiction professionnelle*:— Le présent décret s'applique à toute entreprise, association, corporation, corporation municipale ou scolaire, établissement financier, industriel, commercial, étude professionnelle, aux bureaux de notaire, d'avocat, de médecins, agences. Cependant, le présent décret ne s'applique pas:

a.— Aux institutions d'assurances;

b.— Aux institutions bancaires;

c.— Aux établissements industriels ou commerciaux qui sont déjà ou qui peuvent devenir assujettis à une convention collective de travail négociée d'accord avec les prescriptions de la Loi des syndicats professionnels ou de la Loi de la convention collective;

d.— Aux employés de chemin de fer.

e.— Aux employés de l'industrie de la pulpe et du papier.

IV.— *Durée du travail*:— La durée du travail dans les établissements régis par le décret est la suivante:

a.— *Etablissements industriels*:— Quarante-huit (48) heures par semaine réparties suivant les besoins de l'entreprise.

finances of the whole or part of the establishment.

e.— The word "accountant" means any employee who keeps the books of the establishment or of an important part of the establishment.

f.— The word "cashier" means any employee who receives wholly or partly the daily moneys proceeding from ordinary and extraordinary sales.

g.— The word "clerk" means any employee, of sixteen (16) years of age or over, employed in an establishment governed by the present decree, doing clerical work, or in charge of the sale, packing, mailing, delivery, sewing, preparation, classification, purchasing watching, displaying of all things pertaining in any way to the commerce, industry, finance, or professional men's practices.

h.— The words "delivery man" means any employee mainly committed to the delivery or storage of goods sold or to be sold in an establishment governed by the present decree with a vehicle, truck, bicycle or any other means.

i.— The word "supervisor" means any employee who is in charge of one or more departments in an establishment governed by the decree even under the direction of a manager.

j.— The word "superintendent" means any employee who sees to the administration of one or more establishments.

k.— The word "book-keeper" means any employee who does work similar to that of an accountant as defined in subsection "e" of this section.

l.— The word "collector" means any employee generally assigned to collect moneys due and overdue.

m.— The words "stenographer" and "typist" means any employee who makes out invoices, statements of account, or circulars, etc.

n.— The words "commission agent" means any employee who is assigned to sell outside the establishment whether they receive a percentage or a fixed salary.

II.— *Territorial jurisdiction*:— This decree governs the city of Arvida and the towns of Jonquiere, Kénogami, St. Joseph d'Alma and the territory comprised within a radius of two (2) miles from their limits.

III.— *Professional jurisdiction*:— This decree applies to any person, partnership, corporation, municipal and school corporation, financial, industrial, and commercial establishment, professional men's chambers and offices, and all notary's, lawyer's, physicians', agencies' offices, etc. However, it does not apply to:

a.— insurance companies;

b.— banking concerns;

c.— industrial or commercial establishments that are, or will be, subject to a collective labour agreement negotiated in accordance with the prescriptions of the Professional Syndicates' Act, or of the Collective Agreement Act.

d.— railway employees.

e.— employees of the pulp and paper industry.

IV.— *Duration of labour*:— The duration of labour in the establishments governed by the decree shall be as follows:

a.— *Industrial establishments*:— Forty-eight (48) hours per week, distributed in accordance with the requirements of the concern.

b.— Etablissements financiers:— Quarante-quatre (44) heures par semaine réparties suivant les besoins de l'entreprise.

Nonobstant les dispositions précédentes, dans les études professionnelles, les bureaux d'avocats, de notaires, de médecins ou autre analogues, la semaine de travail est de quarante-huit (48) heures réparties suivant les besoins de l'entreprise.

c.— Etablissements commerciaux:— (gros et détail) — Cinquante-et-une (51) heures par semaine pour le personnel féminin et cinquante-sept (57) heures par semaine pour le personnel masculin, réparties de la façon suivante:

1.— *Personnel féminin:—* de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

de 9.00 a.m. à 10.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées.

2.— *Personnel masculin:—* de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées.

3.— Une heure doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi et une heure également pour leur repas du soir les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

4.— L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 10.00 p.m. du 20 au 24 décembre inclusivement et du 28 au 31 décembre inclusivement de chaque année, sans rémunération supplémentaire.

d.— Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les salariés des hôtels, restaurants, cafés, débits d'essence et des entreprises exclusivement consacrées au camionnage sont assujettis à la semaine de travail de soixante (60) heures.

e.— Nonobstant toutes les dispositions relatives aux heures de travail, incluses dans le présent décret, la Loi du repos hebdomadaire (S.R.Q. 1941, chapitre 166) et les règlements pris en son exécution doivent s'appliquer intégralement.

Clause conditionnelle:— Les dispositions du présent article concernant la durée du travail ne doivent en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V.— Temps supplémentaire:— a.— Tout travail supplémentaire exécuté par les salariés régis par le présent décret doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, à partir de la deuxième heure faite dans une journée ou dans une semaine en plus des heures régulières spécifiées dans le présent décret.

b.— Toutefois, les salariés travaillant dans les établissements commerciaux dont les heures régulières de travail sont inférieures à celles déterminées aux paragraphes "c" et "d" de l'article IV, doivent également être rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail supplémentaire exécuté dans une journée ou une semaine et ce, à partir de la deuxième heure faite en plus de la durée régulière de travail en vigueur dans ledit établissement.

VI.— Jours de fête chômés et payés:— a.— Etablissements industriels:— Tous les dimanches ainsi que les jours de fête suivants doivent être chômés et payés:— le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

b.— Financial establishments:— Forty-four (44) hours per week, distributed in accordance with the requirements of the concern.

Notwithstanding the foregoing provisions, in professional men's chamber and offices, in lawyers', notaries', doctors' and other similar offices, the work week shall consist of forty-eight (48) hours distributed according to the requirements of the concern.

c.— Commercial establishments:— (wholesale and retail) Fifty-one (51) hours per week for female employees and fifty-seven (57) hours per week for male employees, distributed in the following manner;

1.— *Female employees:—* from 9.00 a.m. to 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

from 9.00 a.m. to 10.00 p.m. on Saturday and the eve of days kept as holidays.

2.— *Male employees:—* from 8.00 a.m. to 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

from 8.00 a.m. to 10.00 p.m., on Saturday and the eve of days kept as holidays.

3.— These employees shall be given one hour off for the noon meal and another hour for the evening meal when required to work in the evening.

4.— The employer may keep his employees to work until 10.00 p.m. from the 20th to the 24th December inclusive, and from the 28th to the 31st December inclusive, of each year, without paying the overtime rate.

d.— Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, employees in hotels, restaurants, cafes, gasoline stations and concerns exclusively engaged in the transport by truck are subject to the sixty (60) hour week.

e.— Notwithstanding any provisions concerning working hours contained in the present decree, the Weekly Day of Rest Act. (R.S.Q. 1941, chapter 166), and the regulations enacted for its carrying out, shall fully apply.

Proviso:— The provisions of the present section, concerning the duration of labour, must, in no instance, constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (R.S.Q. 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority, nor of the bylaws made by competent municipalities.

V.— Overtime:— a.— All overtime worked by the employees governed by the present decree shall be paid for at the rate of time and a half starting from the second hour worked in any day or week over and above the regular working hours specified in the present decree.

b.— However, employees working in commercial establishments in which the regular working hours are lower in amount than those determined in subsections "c" and "d" of section IV, must also be remunerated at the rate of time and a half for any overtime worked in any day or week, starting from the second hour worked over and above the regular duration of labour in force in the said establishment.

VI.— Feast days kept as holidays with pay:— a.— Industrial establishments:— Every Sunday as also the following feast days shall be kept as holidays with pay:— New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. John the Baptist's Day, Dominion Day (July 1), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b.—Tous les autres établissements assujettis au présent décret: Les jours de fête suivants doivent être chômés et payés: les dimanches, le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, le 24 mai (fête de Dollard), la St-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Doivent également être chômés et payés jusqu'à 1.00 p.m. le Vendredi Saint et la fête du Sacré-Cœur.

c.—Les corporations municipales et scolaires sont tenues de faire bénéficier leurs salariés régis par le présent décret de toutes les fêtes chômées spécifiées au paragraphe "b" du présent article.

VII.—Vacances payées:—a.—Tout salarié a droit à une semaine de vacances payées après une année de service dans un établissement régi par le présent décret.

b.—Ces vacances doivent être accordées après entente entre le salarié et l'employeur.

c.—Toutefois, tout salarié qui n'a pas pris ses vacances à droit à leur accumulation et s'il quitte le service de son employeur ou s'il est justement renvoyé, le montant dû pour les jours de vacances ainsi accumulés auxquels il a droit, doit lui être payé.

d.—Toute absence non motivée d'un salarié peut être retranchée de la durée des vacances pour autant de jours où telles absences se sont produites.

VIII.—Expérience:—L'employeur doit reconnaître le temps d'apprentissage ou de service fait précédemment dans un autre établissement, pourvu que le salarié fournisse un certificat de qualification ou une déclaration assermentée attestant la durée de son apprentissage ou de son service chez tel ou tels employeurs.

IX.—Frais de déplacement:—Les frais de déplacement, pour les salariés appelés par l'employeur à travailler en dehors de la localité où ils résident sont à la charge de l'employeur.

X.—Salaires supérieurs:—Tous les salaires actuellement payés aux salariés régis par le présent décret, s'ils sont supérieurs aux minima fixés par le présent décret, demeurent des salaires légaux conformément aux dispositions de la Loi.

XI.—Paiement du salaire:—Tout travail doit être rémunéré en espèces chaque semaine.

XII.—Contrat individuel:—Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu, il est prohibé de stipuler une rémunération moindre que les salaires prévus dans le présent décret pour chacune des catégories de salariés y mentionnée.

XIII.—Taux de salaires:—Les salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés énumérées ci-après:

a.—Etablissements commerciaux de détail:	
Salaire hebdomadaire:	
Catégories:	Hommes: Femmes:
Surintendant	\$50.00
Gérant.	46.00
Chef de département, gérant adjoint ou premier commis	30.00 \$23.00
Comptable, teneur de livres, percepteur	25.00
Assistant-comptable, assistant-teneur de livres, sténographe et dactylographe	
Première année.	8.50 8.50
Deuxième année.	10.50 10.50
Troisième année.	16.00 15.50
Chef du personnel.	26.00
Caissier et caissière.	16.00 15.50

b.—All establishments subject to the present decree:

The following feast days shall be kept as holidays with pay: Sunday, New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, Victoria Day, (May 24), St. John The Baptist's Day, Dominion Day, (July 1), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, Good Friday and the Feast of the Sacred Heart shall also be kept as holiday with pay until 1.00 p.m.

c.—Municipal and school corporations are obliged to give their employees governed by the present decree a holiday on all the feast days to be kept as holidays specified in subsection "b" of this section.

VII.—Holidays with pay:—All employees are entitled to one week's holidays with pay after one year of service in an establishment governed by the present decree.

b.—Such holidays must be granted after an agreement between the employee and the employer.

c.—However, any employee who has not taken his holidays is entitled to their accumulation and if he leaves the service of his employer or if he is justly dismissed, the amount owed for the days' holidays thus accumulated to which he is entitled must be paid to him.

d.—Any unjustified absence on the part of the employee may be deducted from the duration of the holidays for as many days as such absences have occurred.

VIII.—Experience:—It is stipulated that the employer shall have to recognize the duration of previous apprenticeship or service in an other establishment, provided that the employee furnishes a certificate of competency or a sworn declaration attesting the duration of his apprenticeship or service with such employer or employers.

IX.—Travelling expenses:—Travelling expenses for employees called upon by the employer to work outside the locality in which they reside shall be at the expense of the employer.

X.—Higher wages:—All the wages actually paid to the employees governed by the present decree, if they are higher than the minimum rates fixed by the present decree shall remain legal in accordance with the provisions of the Act.

XI.—Payment of wages:—All work shall be paid for in currency, every week.

XII.—Individual contract:—Whatever may be the form or nature of the individual labour contract agreed upon, it is for bidden to stipulate lower remuneration than the wages provided for in the present decree for each of the categories of employees mentioned therein.

XIII.—Rates of wages:—The minimum wages shall be as follows for each of the categories of employees, as mentioned hereinafter:

a.—Commercial establishments (Retail):	
Weekly Wages:	
Catégories:	Male: Female:
Superintendent	\$50.00
Manager.	46.00
Departmental head, Assistant-Manager or head clerk.	30.00 \$23.00
Accountants, book-keepers, collectors	25.00
Assistant-accountant, assistant-book-keeper, Stenographer, Typist:	
First year.	8.50 8.50
Second year.	10.50 10.50
Third year.	16.00 15.50
Supervisor	26.00
Cashier.	16.00 15.50

Commis: Premier semestre.	8.50	8.50
2ième semestre.	9.50	9.50
2ième année.	10.50	10.50
3ième année.	12.50	12.50
4ième année.	15.75	13.50
5ième année.	21.00	14.50
6ième année.	21.00	15.50
7ième année.	21.00	16.50
8ième année et plus.	26.00	16.50

Livreur avec voiture ou camion:

1ère année.	10.00
2ième année.	12.50
3ième année.	16.50
4ième année.	19.00

5ième, 6ième et 7ième années.	21.50
8ième année et plus.	26.00

Livreur à bicyclette. 8.50

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

Solliciteur à commission:

Premier semestre.	11.00	10.50
Deuxième semestre.	13.00	12.50
Deuxième année.	16.00	15.75
Troisième année et plus.	21.00	21.00

Les solliciteurs ou vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son remplaçant.

b.— *Etablissements commerciaux autres que ceux de détail:*

Salaires hebdomadaires:

Hommes: Femmes:

Surintendant.	\$50.00	
Gérant.	45.00	
Assistant-Gérant.	36.00	
Comptable, teneur de livres.	26.00	
Aide-comptable, caissier.	20.00	
Commis:		
1ère année.	11.00	10.50
2ième année.	14.00	13.50
3ième année.	17.00	14.50
4ième année et plus.	20.00	15.50

Livreur avec voiture ou camion 25.00

Aide-livreur. 10.00

Voyageur, vendeur à commission et percepteur. 25.00 16.50

c.— *Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus nommées:* Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de 40 heures par semaine est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de \$0.40 l'heure; toute salariée travaillant moins de 30 heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de \$0.25 l'heure.

Un salarié travaillant plus de 40 heures mais moins que la maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur doit recevoir de celui-ci, une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

Une salariée travaillant plus de 30 heures mais moins que le maximum d'heures prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

d.— *Employés surnuméraires:*— Les mots "employés surnuméraires" pour les catégories énu-

Clerk: first six months.	8.50	8.50
Second six months.	9.50	9.50
second year.	10.50	10.50
third year.	12.50	12.50
fourth year.	15.75	13.50
fifth year.	21.00	14.50
sixth year.	21.00	15.50
seventh year.	21.00	16.50
eighth year and over.	26.00	16.50

Delivery man with vehicle or truck:

first year.	10.00
second year.	12.50
third year.	16.00
fourth year.	19.00

fifth, sixth and seventh year.	21.50
eighth year and over.	26.00

Delivery man with bicycle. 8.50

"Bicycle and accessories shall be furnished by the employer who must also provide for repairs."

Commission agents:

first six months.	11.00	\$10.50
second six months.	13.00	12.50
second year.	16.00	15.75
third year and over.	21.00	21.00

"Commission agents shall not be held responsible for the sales approved by the employer or his substitute."

b.— *Commercial establishments (other than retail):*

Weekly wages:

Men: Women:

Superintendent.	50.00	
Manager.	45.00	
Assistant-Manager.	36.00	
Accountants, book-keepers.	26.00	
Assistant-accountant, cashier.	20.00	
Clerks:		
first year.	11.00	10.50
second year.	14.00	13.50
third year.	17.00	14.50
fourth year and over.	20.00	15.50

Delivery man with vehicle or truck. 25.00

Delivery man's helper. 10.00

Travelling salesmen, commission agents and collectors. 25.00 16.50

c.— *General provisions for all categories mentioned hereinabove:*— Any employee, except delivery men using bicycles, working less than forty (40) hours per week shall be considered as a supplementary employee and shall be paid at the rate of \$0.40 per hour; any female employee working less than thirty (30) hours per week shall be considered as a supplementary female employee and shall be remunerated at the rate of \$0.25 per hour.

Any male employee working, at the request of the employer, more than forty (40) hours but less than the maximum provided for his categories shall receive from the employer a weekly remuneration identical with that which would be owed to him if he had worked during the maximum number of hours specified for his category.

Any female employee working, at the request of the employer, more than thirty (30) hours but less than the maximum number of hours provided for her category shall receive a remuneration identical with that which would be owed to her if she had worked during the maximum number of hours specified for her category."

d.— *Supernumerary employees:*— The words "supernumerary employees" for the categories

mérées ci-dessus, désignent les salariés qui, en plus des employés occupés habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.25 l'heure pour les femmes et de \$0.40 l'heure pour les hommes.

e.— *Etablissements financiers, établissements industriels, corporations municipales ou scolaires:*

Categories:	Hommes:	Femmes:
Gérant, Comptable en chef, Trésorier, commis en chef et Secrétaire-trésorier.	\$46.00	
Assistant-gérant, assistant-comptable en chef, assistant-trésorier, assistant-commis en chef, assistant-sec.-trésorier	38.50	
Comptable, caissier.	36.00	
Teneur de livres, percepteur, préposé à lecture des compteurs	31.00	
Commis, sténographe, dactylographe	26.00	
Secrétaire-trésorier de municipalité rurale.	21.00	

Commis junior, sténographe, dactylographe:		
première année.	\$10.50	\$10.50
deuxième année.	13.50	13.50
troisième année.	19.00	18.50
Quatrième année.	23.00	
Cinquième année.	26.00	

f.— *Etudes professionnelles:*

Employés de bureau:		
1ère année.	8.50	8.50
2ième année.	10.50	9.50
3ième année et plus.	16.00	11.50

g.— Dans le cas de corporations municipales et scolaires, si plusieurs des emplois énoncés au paragraphe "e" du présent article sont exercés simultanément par un même salarié, les dispositions des présentes ne s'appliquent qu'à l'emploi exercé pour lequel le salaire fixé est le plus élevé et qui doit alors être considéré comme l'emploi principal. Le salaire pour les autres emplois ainsi exercés et qui sont dès lors considérés comme secondaires, reste matière conventionnelle entre l'employeur et le salarié. De plus, les salariés des corporations municipales et scolaires n'affectant qu'une partie de leur temps à leur travail doivent être rémunérés au prorata en regard des salaires fixés par le paragraphe ci-dessus.

Disposition spéciale: Les salariés assujettis au présent décret, dont les conditions de travail et d'apprentissage ne sont pas spécifiquement déterminées dans les dispositions précédentes, sont régis par les mêmes dispositions que celles prévues dans l'Ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum. A ces fins, toutes et chacune des dispositions de ladite ordonnance relatives aux taux de salaires, à la durée du travail, aux conditions de travail et à l'apprentissage ont leur application et effet dans le présent décret et en formant partie comme si elles étaient reproduites textuellement dans ledit décret.

XIV.— Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

mentioned hereinabove, mean employees who, in addition to the employees usually occupied, while the establishment is open, are hired intermittently during certain periods. Such employees shall be paid at the rate of \$0.25 per hour for women and \$0.40 per hour for men".

e.— *Financial institutions, industrial establishments, municipal or school corporations:*

Categories:	Weekly wages:	Man:	Women:
Manager, chief-accountant, treasurer, head-clerk and secretary-treasurer.	\$46.00		
Assistant-manager, assistant-chief-accountant, assistant-treasurer, assistant-head-clerk, assistant-secretary-treasurer.	38.50		
Accountant, cashier	36.00		
Book-keeper, collector, meter-reader.	31.00		
Clerk, stenographer, typist.	26.00		
Secretary-treasurer of rural municipalities	21.00		

Junior clerk, stenographer, typist:		
first year.	10.50	\$10.50
second year.	13.50	13.50
third year.	19.00	18.50
fourth year.	23.00	
fifth year.	28.00	

f.— *Professional men's chambers offices:*

Office employees:		
first year.	\$ 8.50	\$ 8.50
second year.	10.50	9.50
third year and over.	16.00	11.50

g.— In the case of municipal and school corporations, if more than one of the functions or offices mentioned in subsection "e" of this section are simultaneously held by the same employee, the provisions of the present decree shall apply only to the occupation held for which the wages stipulated are the highest and which shall be therefore considered as the principal function; the wages for the other positions so held and which will be thus considered as secondary functions shall remain a matter to be agreed upon by the employer and employee. Moreover, employees of municipal and school corporations only giving a part of their time to their work, shall be paid proportionately to the wages stipulated in the above subsection.

Special provision: The employees governed by this decree, whose conditions of work and of apprenticeship are not specifically determined in the foregoing provisions, shall be governed by the same provisions as those provided for in Ordinance No 4, of the Minimum Wage Commission and each and every provision of the said ordinance relating to rates of wages, duration of labour, conditions of work and of apprenticeship shall apply and be operative in the present decree and shall form a part thereof as if the said provisions were textually reproduced in the said decree.

XIV.— At the time of the ratification of the present agreement, the existing parity committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds to the former committee and is invested with all assets and rights of the said committee; it also assumes all the debts of the former committee, under the said previous decree.

XV.—Durée du décret:—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'une année. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis à ce contraire à l'autre partie trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente.

A. MORISSET,
8767-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 809

Québec, le 10 mars 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, soit de nouveau prolongé jusqu'au 1er avril 1946.

A. MORISSET,
8793-o Greffier du Conseil Exécutif.

XV.—Duration of the decree:—The present decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force during one year. It shall automatically renew itself from year to year thereafter, unless either one of the contracting parties gives the other party notice of its intention to repeal same, thirty days before its original expiry or prior to the expiry of any subsequent year.

A. MORISSET,
8767-o Clerk of the Executive Council,

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 809

Quebec, March 10, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further of extension the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Quebec, be again extended until April 1st, 1946.

A. MORISSET,
8793-o Clerk of the Executive Council.

Assemblées

Avis est donné par la présente que l'assemblée annuelle des actionnaires de "The Alma & Jonquieres Railway Company" pour l'élection des directeurs et pour transiger toute autre affaire qui sera portée à l'attention de l'assemblée aura lieu au siège social de la compagnie, 1700 Édifice Sun Life, à Montréal, Que., Canada, le mardi, 24ième jour du mois d'avril, 1945, à trois heures de l'après-midi.

L'Assistant-Secrétaire,
8743-11-2-o PAUL CLARK.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Assemblée générale annuelle

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie Montréal Tramways Company sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P. Q., à midi, jeudi le 26ième jour d'avril 1945. Cette assemblée sera tenue pour la réception du rapport annuel, l'élection des directeurs et la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à ladite assemblée.

Les registres de transfert seront fermés à compter du 6ième jour d'avril 1945 jusqu'au 25ième jour d'avril 1945, les deux dates inclusivement.

Montréal, le 12 mars 1945.

Par ordre du bureau de direction,
8754-11-3 Le Secrétaire-trésorier,
T. D. ROBERTSON.

Meetings

Notice is hereby given that the Annual Meeting of the Shareholders of "The Alma & Jonquieres Railway Company" for the election of Directors and the transaction of such other business as may properly come before the meeting will be held at the Head Office of the Company, 1700 Sun Life Building, Montreal, Que., Canada, on Tuesday, the 24th day of April, 1945, at three o'clock in the afternoon.

PAUL CLARK,
8743-11-2-o Assistant-Secretary.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P. Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 26th day of April, 1945. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The Transfer Books will be closed from the 6th day of April 1945 to the 25th day of April 1945, both days inclusive.

Montréal, March 12th, 1945.

By order of the Board,
8754-11-3-o T. D. ROBERTSON,
Secretary-Treasurer.

Avis divers

Miscellaneous Notices

BLEURY REALTY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bleury Realty Limited" a cessé de faire affaires et abandonnera sa charte, et qu'un règlement a été passé pourvoyant à la distribution de l'actif restant de la compagnie à ses actionnaires.

Cet avis est donné tel que requis par l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 5 mars 1945.

(Sceau)

Le Secrétaire,
A. McMATH.

8745

BLEURY REALTY LIMITED

Notice is hereby given that "Bleury Realty Limited" ceased business and is about to surrender its Charter, and that a By-law has been passed providing for the distribution of the remaining assets of the Company to its shareholders.

This notice is given as required by Section 90 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 5th March, 1945.

(Seal)

A. McMATH,
Secretary.

8745-o

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE MONTAUBAN-LES-MINES COMTÉ DE PORTNEUF

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité de la résolution du 27 août 1942, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$100.00 Nos C-2, 7, 37, 52, 74, 86 et 110.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er mai 1945, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) M. FORTIER.

8746-o

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF MONTAUBAN-LES-MINES COUNTY OF PORTNEUF

The following bonds, issued under the authority of the resolution of August 27, 1942, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 Nos C-2, 7, 37, 52, 74, 86 and 110.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1945, at which date they shall cease to bear interest.

(Signed) M. FORTIER,
Secretary-Treasurer.

8746-o

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 9 Mars, 1945.

Aujourd'hui, à midi et demi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 4 Loi favorisant le drainage des terres.
- 6 Loi concernant la suppression des passages à niveau.
- 10 Loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement.
- 20 Loi modifiant la Loi des accidents du Travail.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

- 24 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

8784-o

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 9th of March, 1945.

This day, at half past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 4 An Act to promote the Drainage of Land.
- 6 An Act respecting the Abolition of Level Crossings.
- 10 An Act to reduce public expenditure respecting offices for the Government administrative services.
- 20 An Act to amend the Workmen's Compensation Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

- 24 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1945, and for other purposes.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill".

8784-o

La formation d'une société, sous le nom de "Steinberg's Employees' Protective Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 mars 1945.

Le siège social de la société susdite est en la cité de Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
8774 JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier, section Forestière, numéro deux cent un", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 mars 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé au Dépôt Ecorces N° 1, Hébertville Station, comté Lac Saint-Jean, district de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
8747-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de la Standard Woodenware Mfg. Co.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 mars 1945.

Le siège social de l'association précitée est situé à Lyster, comté de Mégantic, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
8779-o JEAN BRUCHÉSI.

MALARTIC RIVER MINES, LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement numéro 9

"Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de trois à cinq".

Attendu qu'il est désirable d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq.

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété par les directeurs de la compagnie "Malartic River Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

(1) Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à cinq;

(2) Que ce règlement soit soumis aux actionnaires pour approbation et confirmation à une assemblée générale spéciale qui sera tenue à cette fin.

Passé par les directeurs, ce 17ième jour de février 1945.

(Sceau)

Le Président,
S. H. ROBINSON.
Le Secrétaire,
B. W. EVANS.

8787

The formation of an association, under the name of "Steinberg's Employees' Protective Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 8th, 1945.

The head office of the aforesaid Association is in the City of Montreal, District of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
8774-o Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier, section Forestière, numéro deux cent un", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 5th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Dépôt Ecorces No. 1, Hébertville Station, county of Lake St. John, district of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
8747 Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Employés de la Standard Woodenware Mfg. Co.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on March 12th, 1945.

The principal place of business of the said association is at Lyster, county of Mégantic, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
8779 Under Secretary of the Province.

MALARTIC RIVER MINES, LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law number 9

"A By-Law to increase the number of Directors from three to five."

Whereas it is desirable to increase the number of Directors of the Company from three to five.

Now therefore be it enacted and it is hereby enacted by the Directors of "Malartic River Mines, Limited" (No Personal Liability) as a By-Law of the Company as follows:

(1) That the number of Directors of the Company be increased from three to five;

(2) That this By-Law be submitted to the Shareholders for approval and confirmation at a Special General Meeting to be held for that purpose.

Passed by the Directors this 17th day of February, 1945.

(Seal)

S. H. ROBINSON,
President.
B. M. EVANS,
Secretary.

8787-o

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que "L'Association des Constructeurs Saguenay-Lac St-Jean, Inc.", s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, le 9 mars 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-THS GAGNON.

8790-o

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Association des Constructeurs Saguenay-Lac-St-Jean, Inc." will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Jonquière, March 9th, 1945.

J.-THS GAGNON,
Secretary-Treasurer.

8790

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Chez Ernest Inc.", présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil dans le but d'abandonner la charte émise au nom de la dite compagnie, le 29 mai 1944 et enregistrée le 1er juin 1944, folio 187-22, par le Sous-Régistrateur de la province.

Montréal, 7 mars 1945.

Madame ERNEST ALOVISI,
BERNARD ALOVISI.

8749-o

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Chez Ernest Inc.", will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender the charter issued in the name of the said company, on the 29th of May, 1944, and registered the 1st of June, 1944, folio 187-22, by the Deputy Registrar of the Province.

Montreal, March 7, 1945.

Madame ERNEST ALOVISI,
BERNARD ALOVISI.

8749

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947 l'ordonnance générale numéro 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 790, du 10 mars 1945.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 4, 1942

Ordonnance générale

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 4, 1942.*—L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947

2. *Entrée en vigueur.*—La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce quinzième jour du mois de février mil neuf cent quarante-cinq.

Le Président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " B.-E. BRAIS,
" THOS AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT.

(Sceau)

Copie conforme,
Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

8759-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947, l'ordonnance numéro 5 révisée de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 792, du 10 mars 1945.

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, maintaining in force until January 1st, 1947, the general ordinance number 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council number 790, of March 10, 1945.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

General Ordinance

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 4, 1942.*—Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general Ordinance, adopted on February 17, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 2, 1942, by Order in Council No. 805, published in the *Quebec Official Gazette* on April 11, 1942, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1947.

2. *Coming into force.*—The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec this fifteenth day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-five.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" B.-E. BRAIS,
" THOS AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT, Members.

(Seal)

True copy,
J.-E. SIMARD,
General Secretary.

8759-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, maintaining in force until January 1st, 1947, Ordinance number 5, revised, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order-in-Council number 792, of March 10, 1945.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 5 révisée

Industrie textile de la soie

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 5 révisée*: — L'ordonnance N° 5 révisée de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie du textile de la soie, adoptée le 30 juin 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1398 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947.

2. *Entrée en vigueur*: — La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce quinzième jour du mois de février mil neuf cent quarante-cinq.

Le Président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " B.-E. BRAIS,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT.

[Sceau]
Copie conforme,
Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD,

8760-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947, l'ordonnance numéro 15 de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 791, du 10 mars 1945.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 15

Industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut.

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 15*: — L'ordonnance N° 15 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut, adoptée le 22 septembre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 28 septembre 1938 par arrêté portant le numéro 2014, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 8 octobre 1938 et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance No. 5 Revised

Silk Textile Industry

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 5 Revised*: — Ordinance No. 5 Revised of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing the silk textile industry, adopted on June 30, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 9, 1938, by Order-in-Council No. 1398, published in the *Quebec Official Gazette* on August 13, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1947.

2. *Coming into force*: — The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this fifteenth day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-five.

(Signed) FERDINAND ROY, Président,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" B.-E. BRAIS,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT, Members.

[Seal]
True copy,
J.-E. SIMARD,
General Secretary.

8760-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, maintaining in force until January 1st, 1947, Ordinance number 15 of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order-in-Council number 791, of March 10, 1945.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance No. 15

Industry of Packing and Grading Waste Paper

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act, (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 15*: — Ordinance No. 15 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing the Industry of packing and grading waste paper, adopted on September 22, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 28, 1938, by Order-in-Council No. 2014, published in the *Quebec Official Gazette* on October 8, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1947.

2. *Entrée en vigueur*. — La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce quinzième jour du mois de février mil neuf cent quarante-cinq.

Le Président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " B.-E. BRAIS,
" THOS AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT.

[Sceau]

Copie conforme,

Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

8762-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947, l'ordonnance numéro 10 de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 793, du 10 mars 1945.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 10

Employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 10*. — L'ordonnance N° 10 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers, adoptée le 8 juillet 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938, par arrêté portant le numéro 1399, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947.

2. *Entrée en vigueur*. — La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce quinzième jour du mois de février mil neuf cent quarante-cinq.

Le Président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " B.-E. BRAIS,
" THOS AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT.

[Sceau]

Copie conforme,

Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

8761-o

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que M. Joseph Albert Walter Matteau, marchand, de la cité de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, et son épouse, Dame Angéline Bélanger demande-

2. *Coming into force*. — The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this fifteenth day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-five.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" B.-E. BRAIS,
" THOS AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT, Members.

[Seal]

True copy,

J.-E. SIMARD,
General Secretary.

8762-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, maintaining in force until January 1st, 1947, Ordinance number 10 of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council number 793, of March 10, 1945.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 10

Employees engaged in the Pasteurization, Manufacture and/or Distribution of Dairy Products.

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (S.R.Q., 1941, c. 164). Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 10*. — Ordinance No. 10 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing employees engaged in the pasteurization, manufacture and/or distribution of dairy products, adopted on July 8, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 9, 1938, by Order in Council No. 1399, published in the *Quebec Official Gazette* on August 13, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1947.

2. *Coming into force*. — The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this fifteenth day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-five.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" B.-E. BRAIS,
" THOS AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT, Members.

[Seal]

True copy,

J.-E. SIMARD,
General Secretary.

8761-o

Applications to Legislature

Notice is hereby given that Mr. Joseph Albert Walter Matteau, merchant, of the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, and his wife Mrs Angéline Bélanger will apply to the

ront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Marie Gisèle Colette Bélanger.

Les Trois-Rivières, le 2 février 1945.

Le Procureur des requérants,

8611-8-4-o

MAURICE LAURIN.

Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law regarding the adoption and change of name of Marie Gisèle Colette Bélanger.

Trois-Rivières, February the 2nd 1945.

MAURICE LAURIN,

Attorney for Applicants.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Rose Mary Smith, résidant en la cité de Westmount, Province de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Michael Lawrence Doyle, D.F.C., et un des héritiers de feu Charles Francis Smith, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi l'autorisant à réclamer et à obtenir des exécuteurs de la succession dudit Charles Francis Smith, une partie ou toute la part du capital qui lui est répartie par le dernier testament dudit Charles Francis Smith.

Québec, 27 février 1945.

Le Procureur de la requérante,

8664-9-4

PHILIPPE FERLAND.

NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Rose Mary Smith, residing in the City of Westmount, Province of Quebec, wife, contractually separated as to property of Michael Lawrence Doyle, D.F.C., and one of the heirs of the late Charles Francis Smith, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an Act empowering her to claim and obtain from the executors to the estate of the said Charles Francis Smith part or all of the share in capital apportioned to her by the last Will of the said Charles Francis Smith.

Quebec, February 27th, 1945.

PHILIPPE FERLAND,

Attorney for Petitioner.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Estelle Marquis, en religion Mère Marie-Edouard, Alice Nadeau, en religion Sœur Marie-Cécile, Blanche Fouquet, en religion Sœur Sainte-Solange, Alice Labbé, en religion Sœur Angèle de Foligno, Juliette Vézina, en religion Sœur Thérèse de l'Enfant-Jésus, toutes membres de la congrégation des religieuses de Saint-François d'Assise, demeurant en la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Hôpital Saint-François d'Assise", avec pouvoir d'acquérir certains biens de la corporation connue sous le nom de "Les Sœurs de Saint-François d'Assise" et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Québec, le 19 février 1945.

Le Procureur des pétitionnaires,

8603-8-4-o

YVES PREVOST, avocat.

NOTICE

Public notice is hereby given that Estelle Marquis, in religion Mother Saint-Edouard, Alice Nadeau, in religion Sister Marie-Cécile, Blanche Fouquet, in religion Sister Sainte-Solange, Alice Labbé, in religion Sister Angèle de Foligno, Juliette Vézina, in religion Sister Thérèse de l'Enfant-Jésus, all members of the congregation of the Sisters of Saint-François d'Assise, residing in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain an Act for the purpose of incorporating themselves under the name of "Hôpital Saint-François d'Assise" and to exercise all the rights and privileges ordinarily granted to civil corporations.

Quebec, February 19th 1945.

YVES PREVOST, barrister,

Attorney for petitioners.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE D'ORMSTOWN

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une requête pour l'introduction d'un Bill privé sera présentée par la Municipalité du village d'Ormstown à la présente session de la Législature de la province de Québec afin de faire sanctionner et confirmer la résolution du Conseil municipal dudit Village, passée le 5ième jour de février 1945, et se lisant comme suit:

"Il a été dûment proposé, secondé et unanimement résolu:

QUE, pour chaque année financière respective de taxation municipale ou scolaire durant la période commençant le jour de la sanction et de la confirmation de cette résolution par Acte spécial de la Législature de la province de Québec, et se terminant le 31ième jour de décembre 1955, toute propriété imposable de Zephyr Looms and

THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ORMSTOWN

NOTICE

Notice is hereby given that a petition for the introduction of a Private Bill will be presented by The Municipality of the Village of Ormstown at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec for the purpose of sanctioning and confirming the Resolution of the Municipal Council of the said Village, passed on the 5th day of February 1945, and reading as follows:

"It was duly moved, seconded and unanimously resolved:

THAT, in each respective fiscal year of Municipal or School taxation within the period commencing on the day of the sanction and confirmation of this Resolution by Special Act of the Legislature of the Province of Quebec, and ending on the 31st day of December, 1955, all taxable property of Zephyr Looms and Tex-

Textiles, Limited, et ses successeurs et ayants-droit, telle que ladite propriété imposable peut de temps en temps exister durant chacune desdites années financières respectives en dedans des bornes existantes de la Municipalité du village d'Ormstown et de toute extension d'icelle, soit évaluée, nonobstant toute loi à ce contraire, comme suit, c'est-à-dire:

a) Par rapport au terrain et aux constructions et à toute autre propriété présentement ou ci-après imposable, s'il y en a, formant la première usine manufacturière complète (ci-après appelée la "Première Usine") de Zephyr Looms and Textiles, Limited, et par rapport à toutes machineries, équipements et accessoires imposables présentement ou ci-après dans la possession de Zephyr Looms and Textiles, Limited, et qui soient installés dans la Première Usine ou autrement, à un montant qui ne devra pas excéder \$25,000. pour les fins de toute taxation municipale et à un montant qui ne devra pas excéder \$50,000. pour les fins de toute taxation scolaire;

b) Par rapport à tout terrain et constructions additionnels, autre que ceux inclus dans la Première Usine, à un montant qui ne devra pas excéder un sixième du coût à Zephyr Looms and Textiles, Limited, de tous tels terrain et constructions additionnels pour les fins de toute taxation municipale, et à un montant qui ne devra pas excéder un tiers du coût à Zephyr Looms and Textiles, Limited, de tous tels terrain et constructions additionnels pour les fins de toute taxation scolaire.

QUE le Maire et le Secrétaire-trésorier soient et ils sont par les présentes autorisés et ordonnés de faire et d'accomplir tous et chacun de tels actes et choses, et de signer, sceller, exécuter et livrer tous et chacun de tels actes, documents, instruments et écrits que dans leur discrétion ils considèrent convenables, afin de plus complètement prouver et rendre effectives les provisions de cette Résolution et d'y donner effet, y inclus, mais sans en aucune manière limiter ou restreindre la généralité de ce qui précède, tous et chacun des avis et requêtes nécessaires ou utiles pour faire sanctionner et confirmer cette Résolution et la rendre valable et lui donner toute la force de loi selon ses termes et provisions, par un Acte spécial de la Législature de la province de Québec."

Et sanctionnant et confirmant semblables résolutions passées respectivement par la Municipalité Scolaire Catholique de Saint-Malachie d'Ormstown et Les Commissaires Scolaires pour le Village d'Ormstown dans le comté de Châteauguay et ordonnant que lesdites résolutions respectives soient valides et ont la pleine force de loi selon tous leurs termes et provisions respectifs.

Donné au Village d'Ormstown ce Sième jour de février 1945.

CORPORATION DU VILLAGE D'ORMSTOWN,
Par le Maire,
D. A. BARRINGTON.
Le Secrétaire-trésorier,
W. G. McGERRIGLE.

8590-8-4-o

CITÉ DE QUÉBEC

AVIS

Un nouvel avis public est par les présentes donné pour compléter celui que la cité de Québec a précédemment publié dans la *Gazette officielle de Québec* à l'effet que la Cité s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à son acte d'incorporation, et notamment:

tiles, Limited, and its successors and assigns, as such taxable property may from time to time exist in each such respective fiscal year within the present boundaries of the Municipality of the Village of Ormstown and any extension thereof, be valued, any law to the contrary notwithstanding, as follows, that is to say:

a) In respect of the land and buildings and other property now or hereafter taxable, if any, constituting the first complete manufacturing plant (hereinafter called the "First Plant") of Zephyr Looms and Textiles, Limited, and in respect of any and all taxable machinery, equipment and accessories now or hereafter in the possession of Zephyr Looms and Textiles, Limited, and whether located in the First Plant or otherwise, at an amount not in excess of \$25,000. for the purposes of all Municipal taxation, and at an amount not in excess of \$50,000. for the purposes of all School taxation;

b) In respect of any and all additional land and buildings, other than those included in the First Plant, at an amount not in excess of one-sixth of the cost to Zephyr Looms and Textiles, Limited, of any and all such additional land and buildings for the purposes of all Municipal taxation, and at an amount not in excess of one-third of the cost to Zephyr Looms and Textiles, Limited, of any and all such additional land and buildings for the purposes of all School taxation.

THAT the Mayor and the Secretary-Treasurer be and they are hereby authorized and instructed to do and perform any and all such acts and things, and to sign, seal, execute and deliver any and all such deeds, documents, instruments and writing as they may in their discretion see fit, in order more fully to evidence and to render effective the provisions of this Resolution and to give effect thereto, including, but without in any way limiting or restricting the generality of the foregoing, any and all notices and petitions necessary or useful to cause this Resolution to be sanctioned and confirmed and to be made valid and given the full force of law, according to its terms and provisions, by a Special Act of the Legislature of the Province of Québec."

AND sanctioning and confirming similar resolutions passed respectively by "la Municipalité Scolaire Catholique de St-Malachie d'Ormstown and The School Commissioners for the Village of Ormstown in the County of Chateauguay and enacting that the said respective resolutions are valid and have the full force of law according to all their respective terms and provisions.

Given at the Village of Ormstown this 8th day of February, 1945.

CORPORATION OF THE VILLAGE OF ORMSTOWN,
Per D. A. BARRINGTON,
Mayor,
W. G. McGERRICLE,
Secretary-Treasurer.

8590-8-4-o

CITY OF QUEBEC

NOTICE

A new public notice is hereby given to complete the notice which the City of Quebec previously published in the *Quebec Official Gazette* to the effect that the City would apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its act of incorporation, and in particular:

Pour modifier la loi concernant la confection des rôles d'évaluation, des rôles de perception de la Cité, et établir un Bureau permanent de Revisions; et à cette fin emprunter \$100,000.00;

Pour demander le droit d'imposer une taxe n'excédant pas 10% du prix de location de chambre d'hôtel et de toute maison de chambres sujets à la licence provinciale;

Et tous autres amendements concernant la bonne administration de la cité de Québec.

Québec, le 5 mars 1945.

Les Procureurs de la Cité de Québec,

BENOIT PELLETIER,
NOEL DORION.

8697-10-4-o

To amend the law concerning the preparation of the valuation rolls, the collection rolls of the City, and to establish a permanent Revision Bureau; and for such purpose to borrow \$100,000.

To request the right to levy a tax not exceeding 10% of the rental of a room in a hotel and in any rooming house subject to the provincial license;

And any other amendments concerning the proper administration of the City of Quebec.

Quebec, March 5th, 1945.

BENOIT PELLETIER,
NOEL DORION,

8697-10-4

Attorney for the City of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que Dame Pauline Mercier-Marois et M. Alfred Marois, tous deux domiciliés dans la cité de Québec, Dame Arline Marois-VITRICAIRE, domiciliée à Montréal et Dame Marguerite Marois-Hamilton, domiciliée à Ottawa, tous enfants de feu Alfred Marois, de son vivant médecin, pratiquant dans la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour obtenir la permission de vendre un immeuble situé dans la cité de Québec, dont ils sont donataires en vertu du contrat de mariage dudit Alfred Marois et de feu dame Marie-Emma-Albertine Robitaille.

Québec, le 15 mars, 1945.

L'Avocat des requérants,
PHILIPPE FERLAND.

8801-11-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Pauline Mercier-Marois and Mr. Alfred Marois, both domiciled in the Quebec City, Mrs. Arline Marois-Vitricaire, domiciled in Montreal and Mrs. Marguerite Marois-Hamilton, domiciled in Ottawa, children of the late Alfred Marois, medical doctor, practicing in his lifetime in the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to obtain the permission to sell an immoveable situated in the City of Quebec, by virtue of the marriage contract of the said Alfred Marois and late dame Marie-Emma-Albertine Robitaille.

Quebec, March 15th, 1945.

PHILIPPE FERLAND,
Attorney for Petitioners.

8801-11-4-o

Departement de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Brigitte-des-Saults" et que son principal siège d'affaires est à Sainte-Brigitte, comté de Nicolet. Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce cinquième jour de mars 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

8741-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Nicolet, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R. S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Brigitte-des-Saults" and that its principal place of business is at Sainte-Brigitte, county of Nicolet.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fifth day of March, 1945.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

8741

Département de l'Agriculture

Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 5-44A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 13 mars 1945, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, à Montréal, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Gilbert MacMillan et Jules Côté, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

Department of Agriculture

Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 5-44A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, March 13th 1945, held in the office of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Gilbert MacMillan and Jules Côté, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2 de l'Ordonnance N° 5-44, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 décembre 1944, est annulé et remplacé par le suivant:

"2° La région de St-Hyacinthe comprend la ville de St-Hyacinthe, les municipalités de St-Joseph, St-Hyacinthe-le-Confesseur, la Providence et Ste-Rosalie, en outre, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur tout autour de la région telle que délimitée."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT MACMILLAN,
JULES COTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
8791-o Secrétaire.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° Article 2 of Order No. 5-44, published in the *Quebec Official Gazette* of December 2nd 1944, is cancelled and replaced by the following:

"2° The region of St-Hyacinthe includes the town of St-Hyacinthe, the municipalities of St-Joseph, St-Hyacinthe-le-Confesseur, la Providence, and Sainte-Rosalie, and also a strip of land half a mile deep surrounding the above given region."

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
GILBERT MACMILLAN,
JULES COTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
8791-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 22 février 1945.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de La Minerve, comté Labelle, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans la dite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, je recommanderai à son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 S.R.Q., 1941, ch. 59.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

8680-10-3-o

No 391-40

Québec, le 23 février 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Etienne de Chelsey dans le comté de Gatineau les parties des lots 16 et 17 dans le rang 13 et le lot 18 du rang 14 dans le canton de Hull situés du côté est de la rivière Gatineau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Cantley, même comté.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

8681-10-2-o

"Conformément à la Loi 8, Geo. VI, chapitre 15, section 1, article 3, je donne avis que la majorité des commissions scolaires de Brôme ont présenté une requête en faveur de l'érection d'une commission scolaire centrale."

Québec, le 14 mars 1945.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
8792 VICTOR DORÉ.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Magdeleine
Division d'enregistrement de Champlain

Avis est par la présente donné que les lots 416-240 à 416-252, 416-254 à 416-266, 416-268 à

Department of Education

Quebec, February 22, 1945.

Whereas the trustees of the dissentient schools of the school municipality of La Minerve, county of Labelle, have been a year without a school in the said municipality, that the said dissentients are now too small in number to maintain a school in conformity with the Law, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend the Lieutenant-Governor in Council that the said corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay indicated by section 110 R.S.Q., 1941, chap. 59.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

8680-10-3

No. 391-40

Quebec, February 23rd, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of St. Etienne de Chelsey in the county of Gatineau, the parts of lots 16 and 17 in range 13 and lot 18 of range 14 in the township of Hull, situate on the East side of the Gatineau river, and to annex them to the school municipality of Cantley, same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

8681-10-2

"In accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division 1, Section 3, I give notice that the majority of the school boards in the Brome unit have petitioned for the erection of a central school board."

Québec, March 14, 1945.

VICTOR DORÉ,
8792-o Superintendent of Education.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Cap-de-la-Magdeleine
Registration Division of Champlain

Notice is hereby given that lots 416-240 to 416-252, 416-254 to 416-266, 416-268 to 416-272,

416-272, 416-274 à 416-286, 416-288 à 416-300, 416-302 à 416-306, 416-308 à 416-320, 416-322 à 416-334, 416-336 à 416-340, 416-342 à 416-354, 416-356 à 416-368, 416-370 à 416-375, 416-378 à 416-382, 416-384 à 416-388, 416-390 à 416-394, 416-396 à 416-400, 416-402 à 416-406, 416-408 à 416-412, 416-414 à 416-420, 416-422 à 416-426, 416-428 à 416-445, 416-449 à 416-463, 416-465 à 416-466, 416-468 à 416-475, 416-478 à 416-492, 416-494 à 416-512, 416-515 à 416-536, 416-538 à 416-556, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 février 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

8742-o

416-274 to 416-286, 416-288 to 416-300, 416-302 to 416-306, 416-308 to 416-320, 416-322 to 416-334, 416-336 to 416-340, 416-342 to 416-354, 416-356 to 416-368, 416-370 to 416-375, 416-378 to 416-382, 416-384 to 416-388, 416-390 to 416-394, 416-396 to 416-400, 416-402 to 416-406, 416-408 to 416-412, 416-414 to 416-420, 416-422 to 416-426, 416-428 to 416-445, 416-449 to 416-463, 416-465 and 416-466, 416-468 to 416-475, 416-478 to 416-492, 416-494 to 416-512, 416-515 to 416-536, 416-538 to 416-556 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 26th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

8742-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 802 du 10 mars 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1.— Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1945 au 1er mars 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- Les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent payer au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires qu'ils paient à leur employé régis par ledit décret.
- Les salariés assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assurément dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1945 et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de la naviga-

Departement of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686, of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 802, of March 10, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from March 1, 1945, to March 1, 1946. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

- The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.
- The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

The report of each professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when it shall deem such an action advisable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1945, and March 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Committee of Inland

tion côtière et intérieure du port de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mars 1945 et le 1er mars 1946.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mars 1945 et le 1er mars 1946.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$1,250.00
Salariés	1,250.00
	\$2,500.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	\$1,781.00
Vérification	25.00
Dépenses de bureau	350.00
Dépenses de voyage	100.00
Jetons de présence	200.00
Divers	44.00
	\$2,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 mars, 1945. 8768-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, établi en exécution du décret numéro 560, du 11 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 799 du 10 mars, 1945, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 14 mars 1945 au 14 mars 1946, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum fixé dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis, allocations.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le secrétaire du comité paritaire fera la perception des cotisations dues par les employeurs professionnels, les artisans et les salariés le ou vers le 30 de chaque mois.

and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period between March 1st 1945 and March 1st 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1945, and March 1, 1946.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$1,250.00
Employees	1,250.00
	\$2,500.00

Expenses:

Salary of the secretary	\$1,781.00
Audition	25.00
Office expenses	350.00
Travelling expenses	100.00
Meeting expenses	200.00
Miscellaneous	44.00
	\$2,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17th, 1945. 8768-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, formed under decree No. 560, of March 11, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 799, of March 10, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from March 14, 1945, to March 14, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rates established in the decree for journeymen employees.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The secretary of the Parity Committee shall collect the assessments owed by the professional employers, the artisans and the employees on or around the 30th of each month.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1945 et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, pour la période comprise entre le 14 mars 1945 et le 14 mars 1946.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS DE ROUYN ET DE NORANDA

Etats des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 14 mars 1945 et le 14 mars 1946.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%);	
Employeurs professionnels	\$ 33.00
Salariés	42.00
Artisans	57.00
Divers	15.00
	— \$
	\$147.00
	— \$

Dépenses:

Salaire du secrétaire	\$ 96.00
Loyer, papeterie, timbres, téléphone ..	25.00
Frais légaux et autres	26.00
	— \$
	\$147.00
	— \$

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 mars 1945. 8769-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1402, du 3 avril 1940, amendés par l'arrêté numéro 3118, du 19 novembre 1941, ont été de nouveau amendés par l'addition d'un nouveau règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 796 du 10 mars 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1945. 8772-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 491, du 10 février 1945, et dont le siège social est situé dans la cité de Saint-Hyacinthe, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 794 du 10 mars 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1945. 8770-o

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1945 and March 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, for the period comprised between March 14, 1945, and March 14, 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS OF ROUYN AND NORANDA

Estimate of the receipts and expenses for the period between March 14, 1945 and March 14, 1946.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%);	
Professional employers	\$ 33.00
Employees	42.00
Artisans	57.00
Miscellaneous	15.00
	— \$
	\$147.00
	— \$

Expenses:

Salary of the secretary	\$ 96.00
Rent, stationery, stamps, telephone ..	25.00
Legal charges, etc	26.00
	— \$
	\$147.00
	— \$

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945. 8769-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of Hardware Trade, Quebec District, approved by Order-in-Council number 1402, of April 3, 1940, amended by Order number 3118, of November 19, 1941, have again been amended by the adding of a new by-law approved by Order-in-Council number 796, of March 10, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945. 8772-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and vicinity, established under decree number 491, of February 10, 1945, and whose corporate seat is in the city of St. Hyacinthe, have been approved by Order in Council number 794, of March 10, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945. 8770-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 16 mai, 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 798, du 10 mars, 1945, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 février 1945 au 28 février 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1658.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 septembre, 31 décembre 1945 et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire du commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, pour la période comprise entre le 28 février 1945 et le 28 février 1946.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 16, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 798, of March 10, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of assessments shall extend from February 28, 1945, to February 28, 1946, and apply as follows:

a) The professional employers, governed by decree number 1658, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate fixed for employees of similar occupations, as stipulated in the decree number 1658.

2. Collection

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee for assessments.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report giving, on forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of such work and the wage paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with the assessments owed, by the said professional employer and his employees; all such sums shall be paid with current money.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present, to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, September 30 and December 31, 1945, and March 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Trade Parity Committee of Quebec for the period between February 28, 1945, and February 28, 1946.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

Du 28 février 1945 au 28 février 1946

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$4,500.00
Salariés	4,500.00
Artisans	50.00
Pénalités	50.00
	\$9,100.00

Dépenses:

Salaires: secrétariat	\$ 900.00
inspection	3,500.00
Frais de déplacement inspecteurs	300.00
Bureau des examinateurs	400.00
Loyer et éclairage	200.00
Frais judiciaires et professionnels	1,200.00
Impression et papeterie	450.00
Poste, téléphone et télégraphe	400.00
Dépréciation, ameublement et agencement	200.00
Intérêt, échange et agios	300.00
Jetons de présence	700.00
Taxe d'affaires et d'eau	25.00
Assurance et cautionnement	25.00
Divers	500.00
	\$9,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.Ministère du Travail,
Québec, ce 17 mars 1945.

8771-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 800, du 10 mars, 1945, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1945 au 16 mars 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des alaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1090 et amendements.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

BUDGET OF THE QUEBEC RETAIL TRADE
PARITY COMMITTEE

From February 28, 1945 to February 28, 1946

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%)	
Professional Employers	\$4,500.00
Employees	4,500.00
Artisans	50.00
Penalties	50.00
	\$9,100.00

Expenses:

Salaries: Secretary's office	\$ 900.00
Inspection	3,500.00
Travelling expenses of inspectors	300.00
Board of examiners	400.00
Rent and lighting	200.00
Judicial and professional fees	1,200.00
Printing and Stationery	450.00
Postal, telephone and telegraph expenses	400.00
Depreciation, equipment and fixtures	200.00
Interest, exchange and agio	300.00
Meeting expenses	700.00
Business and water taxes	25.00
Insurance and Surety-bond	25.00
Miscellaneous	500.00
	\$9,100.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945.

8771-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, formed under decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 800, of March 10, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 16, 1945, to March 16, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, according to their category, as stipulated in the decree number 1090, and amendments.

2. Mode of collection

The assessments are payable, every month, between the 1st and the 10th day of each month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945, et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de la quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1945 et le 16 mars 1946.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE LA QUINCAILLERIE, DISTRICT DE QUÉBEC

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 16 mars 1945 et le 16 mars 1946.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$2,250.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%)	2,250.00
	\$4,500.00

Dépenses:

Salaires: secrétariat	\$ 900.00
inspection	1,800.00
Frais de déplacement inspecteur	125.00
Bureau des examinateurs	350.00
Loyer et éclairage	200.00
Frais judiciaires et professionnels	375.00
Impression et papeterie	200.00
Poste, téléphone et télégraphe	100.00
Intérêt, échange et agios	10.00
Jetons de présence	400.00
Taxe d'affaire et d'eau	10.00
Divers	22.50
Assurance et cautionnement	7.50
	\$4,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 mars, 1945.

8773-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Institutions religieuses

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report indicating, on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each employee in his employ, his competency or classification, the number of regular and overtime hours of work done each week, the nature of such work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such sums shall be paid with legal currency.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1945 and March 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, for the period comprised between March 16, 1945 and March 16, 1946.

JOINT COMMITTEE OF HARDWARE TRADE QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 16, 1945, and March 16, 1946.

Receipts:

Assessments of professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$2,250.00
Assessments of employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	2,250.00
	\$4,500.00

Expenses:

Salaries: Secretary's office	\$ 900.00
Inspection	1,800.00
Travelling expenses of inspector	125.00
Board of examiners	350.00
Rent and lighting	200.00
Judicial and professional fees	375.00
Printing and stationery	200.00
Postal, telephone and telegraph expenses	100.00
Interest, exchange and agio	10.00
Meeting expenses	400.00
Business and water taxes	10.00
Miscellaneous	22.50
Insurance and Surety-bond	7.50
	\$4,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945.

8773-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Religious Institutions and Church

et des Fabriques paroissiales de la Juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 491, du 10 février, 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 801, du 10 mars, 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 décembre 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom des salariés, les heures de travail, le taux du salaire, les montants payés et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir audit comité, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire des Institutions Religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 17 février 1945 et le 31 décembre 1945.

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES FABRIQUES PAROISSIALES DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE

1695, rue Marguerite-Bourgeoys
Saint-Hyacinthe, P. Q.

État des recettes et déboursés prévus pour la période comprise entre le 17 février 1945 et le 31 décembre 1945.

Recettes:

Cotisations:

Employeurs professionnels

($\frac{1}{2}$ de 1%)..... \$1,175.00

Councils of St. Hyacinthe, established under decree number 491, of February 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 801, of March 10, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to December 31, 1945, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) All the employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, bonuses and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name of the employees, the hours of labour, the rate of wages, the amounts paid and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that these report forms be filled and returned to the Parity Committee regularly, every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the remuneration of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums to the said Committee, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe for the period between February 17, 1945, and December 31, 1945.

PARITY COMMITTEE OF THE RELIGIOUS INSTITUTIONS AND CHURCH COUNCIL OF ST. HYACINTHE

1695, Marguerite Bourgeoys st.,
St. Hyacinthe, P. Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 17, 1945, and December 31, 1945.

Receipts:

Assessments:

Professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%) . \$1,175.00

Salariés (½ de 1%)	1,175.00
	<u>\$2,350.00</u>

Employees (½ of 1%)	1,175.00
	<u>\$2,350.00</u>

Deboursés:

Salaire du secrétaire-gérant	\$ 675.00
Salaire de l'inspecteur	900.00
Frais de déplacement de l'inspecteur et des membres du comité	400.00
Impression, papeterie	125.00
Poste, téléphone, télégraphe	50.00
Assurance et frais de cautionnement	10.00
Vérification	40.00
Ameublement et divers	150.00
	<u>\$2,350.00</u>

Disbursements:

Salary of the secretary-manager ..	\$ 675.00
Salary of the inspector	900.00
Travelling expenses of the inspector and members of the committee ...	400.00
Printing, stationery	125.00
Stamps, telephone, telegraph	50.00
Insurance and surety-bond	10.00
Audition	40.00
Furniture and miscellaneous	150.00
	<u>\$2,350.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 mars, 1945. 8780-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945. 8780-o

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1653, du 28 juin 1941 et amendements, et chargé de surveiller l'application du décret numéro 102, du 11 janvier 1945, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1733, du 11 juillet 1941 et subséquemment amendés, ont de nouveau été amendés par l'addition de nouveaux règlements approuvés par l'arrêté en conseil numéro 795 du 10 mars 1945.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits nouveaux règlements ont été déclarées obligatoires, en ce qui concerne l'application du décret numéro 102, du 11 janvier 1945:

"Article 29.— Conformément à la Loi de la convention collective, le Comité paritaire rend obligatoire le certificat de qualification pour les menuisiers-d'atelier-à-l'établi et les menuisiers-d'atelier-sur-machines assujettis au décret numéro 102, du 11 janvier 1945; il rend également obligatoire le certificat de classification pour les autres salariés assujettis audit décret, et ce, dans toute la juridiction territoriale dudit décret."

"Article 30.— Tout employeur professionnel assujetti au décret numéro 102, du 11 janvier 1945, doit tenir un système d'enregistrement de tout travail régi par le décret ou un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret."

"Article 31.— Tout employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel par écrit donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1945. 8794-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established under decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, and entrusted with the administration of the decree number 102, of January 11, 1945, approved by Order in Council number 1733, of July 11, 1941, and subsequently amended, are again amended by the adding of new by-laws approved by Order in Council number 795, of March 10, 1945.

Under the Act, the following provisions of the said new by-laws have been declared obligatory with respect to the enforcement of decree number 102, of January 11, 1945:

"Article 29.— Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency for bench or machine joiners in the shop governed by the decree number 102, of January 11, 1945; it also renders obligatory the certificate of classification for the other employees governed by the said decree, in the entire territorial jurisdiction of the said decree."

"Article 30.— Every professional employer governed by the decree number 102, of January 11, 1945, shall keep a system of registration of all operations governed by the decree or a register in which the following shall be indicated: the name in full and address of each employee in his employ, the latter's competency, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and finished each day, the nature of such work and the wages paid, the mode and period of payment and all other information deemed necessary for the enforcement of the decree."

"Article 31.— Every professional employer shall transmit to the Parity Committee a monthly report, in writing, giving the names in full and addresses of every employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945. 8794-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 373, du 31 janvier 1945, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 856 du 13 mars 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1945.

8796-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under Decree number 373, of January 31, 1945, and whose corporate seat is in the city of Sherbrooke, have been approved by Order in Council number 856 of March 13, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945.

8796-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 373, du 31 janvier 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 856, du 13 mars 1945, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 10 février 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, bonis et pourcentage payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le commis le moins rémunéré, soit \$21.85 par semaine.

c) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels et des artisans, des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assertation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under decree number 373, of January 31, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 856, of March 13, 1945, and pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to February 10, 1946, and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for clerks, namely \$21.85 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, bonuses and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and the artisans with report forms on which shall be mentioned: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1945 et 31 mars 1946.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1945, and March 31, 1946.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, pour la période se terminant le 10 février 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships for the period ending February 10, 1946.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST

JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE EASTERN TOWNSHIPS

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 10 février 1946.

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending February 10, 1946.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$1,500.00
Salariés	1,500.00
	\$3,000.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%)	
Professional employers	\$1,500.00
Employees	1,500.00
	\$3 000.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire-gérant-trésorier	\$ 780.00
Salaire de l'inspecteur	1,560.00
Loyer du bureau, téléphone, électricité	360.00
Papeterie	60.00
Vérification des livres	75.00
Imprévus	165.00
	\$3,000.00

Disbursements:

Salary of the Managing Secretary-Treasurer	\$ 780.00
Salary of the Inspector	1,560.00
Office rent, telephone, electricity	360.00
Stationery	60.00
Audition of books	75.00
Unforeseen expenses	165.00
	\$3,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 mars 1945. 8797-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945. 8797-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, à l'effet de modifier de la façon suivante le décret numéro 555, du 29 mars 1939 et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton dans la province.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, that a request has been presented to him by the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, to modify in the following manner the Decree number 555 of March 29, 1939, and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes in the Province.

Il est demandé:

Is requested:

1° Que le paragraphe "a" de l'article I soit remplacé par le suivant:

1° That subsection "a" of section I be replaced by the following:

"I. Jurisdiction:—a.—Jurisdiction territoriale:—La juridiction territoriale du présent décret, aux fins d'application, comprend toute la province de Québec; cette juridiction est divisée en deux zones, de la façon suivante:

"I. Jurisdiction:—a.—Territorial jurisdiction:—The territorial jurisdiction of the present decree, for the purposes of enforcement, comprises the entire province of Quebec; the said jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: L'île de Montréal et un périmètre de cinquante (50) milles de rayon des limites de l'île de Montréal.

Zone I:—The Island of Montreal and a perimeter of fifty (50) miles of radius from the limits of the Island of Montreal.

Zone II: Le reste de la province, excepté le territoire compris dans la juridiction territoriale suivante, tel que publié en avis dans la Gazette officielle de Québec, en date du 10 février 1945, soit: Les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Ni-

Zone II:—The remainder of the Province, with the exception of the territory comprised within the following territorial jurisdiction, as published in a notice in the Quebec Official Gazette of February 10th, 1945, namely: The judicial districts of Quebec, Trois-Rivières, Chicou-

colet, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure et les parties des districts de St-François et d'Arthabaska non assujetties au décret régissant l'industrie de la boîte de carton dans le district de Montréal."

2° Que les paragraphes "a" et "b" de l'article II soient remplacés par les suivants:

"II. *Taux de salaires*:—A compter du 1er avril 1945, le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines sera le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

<i>"a.—Salariées:</i>	<i>Taux horaires minima</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Contremaîtresses.....	\$0.33	\$0.31
Travail à la main, 1ère classe..	0.31	0.29
Opératrices de machines S & S.	0.30	0.28
Opératrices de machines à poser les dessus	0.30	0.28
Opératrices de machines à couvrir	0.30	0.28
Opératrices de machines à renforts	0.30	0.28
Attachage.....	0.30	0.28
Opératrices de machines à piquer.....	0.30	0.28
Opératrices de gommeuse filée à la main	0.28	0.26
Autres salariées.....	0.22	0.20
Apprenties 1ers 6 mois.....	0.24	0.22
2ièmes 6 mois	0.26	0.24
3ièmes 6 mois	0.28	0.26"

"Le nombre des apprenties de sexe féminin ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées."

"Nonobstant la cédule de salaire précédente, le salaire minimum moyen des salariées, y compris les apprenties ne doit pas être inférieur à \$0.32 par heure dans la zone I, et à \$0.30 par heure dans la zone II; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

<i>"Salariées:</i>	<i>Taux horaires maxima</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Contremaîtresses.....	\$0.48	\$0.46
Travail à la main, 1ère classe..	0.44	0.42
Opératrices de machines S & S.	0.41	0.39
Opératrices de machines à poser le dessus.....	0.41	0.39
Opératrices de machines à couvrir	0.41	0.39
Opératrices de machines à renforts	0.41	0.39
Attachage.....	0.41	0.39
Opératrices de machines à piquer.....	0.41	0.39
Opératrices de gommeuse à la main	0.41	0.39
Autres salariées.....	0.41	0.39"

<i>"b.—Salariés:</i>	<i>Taux horaires minima</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Contremaîtres.....	\$0.68	\$0.63
Opérateurs de marqueurs-mitrailleuses.....	0.58	0.55½
Opérateurs de guillotine	0.53	0.50
Opérateurs de monteuses, simple et double	0.48	0.45

timi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and Bonaventure and those parts of the districts of St-François and Arthabaska not governed by the decree relating to the paper box industry in the Montreal District."

2° That subsection "a" and "b" of section II be replaced by the following:

"II.—*Wage rates*:—From April 1, 1945, the minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary engineers, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

<i>"a.—Female employees:</i>	<i>Minimum hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Foreladies.....	\$0.33	\$0.31
Handwork, first class	0.31	0.29
S & S Machine Operators	0.30	0.28
Top-Piece Machine operators ..	0.30	0.28
Staying Machine operators	0.30	0.28
Covering Machine operators...	0.30	0.28
Tiers	0.30	0.28
Stitchers	0.30	0.28
Hand-Fed Table Gummers	0.28	0.26
Other Help.....	0.22	0.20
Apprentices: 1st 6 months.....	0.24	0.22
" 2nd 6 months	0.26	0.24
" 3rd 6 months	0.28	0.26"

"The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of employees engaged on the above classified operations."

"Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of female employees, including apprentices, shall not be less than \$0.32 per hour in Zone I, and \$0.30 per hour in Zone II; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

<i>"Female employees:</i>	<i>Maximum hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Foreladies.....	\$0.48	\$0.46
Handwork, first class	0.44	0.42
S & S Machine operators	0.41	0.39
Top-Piece Machine operators ..	0.41	0.39
Staying Machine operators	0.41	0.39
Covering Machine operators...	0.41	0.39
Tiers	0.41	0.39
Stitchers	0.41	0.39
Hand-Fed Table Gummers	0.41	0.39
Other help	0.41	0.39"

<i>"b.—Male employees:</i>	<i>Minimum hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Foremen	\$0.68	\$0.63
Scorers	0.58	0.55½
Cutters on knife	0.53	0.50
End-Piece operators, single and double	0.48	0.45

Opérateurs de machines Brightwood.	0.54	0.51½	Brightwood Machine operators.	0.54	0.51½
Fileurs de machines Brightwood.	0.35	0.33	Brightwood Machine Feeders.	0.35	0.33
Opérateurs de machines à renfort à quatre coins.	0.54	0.51½	Four-Corner Stayer operators.	0.54	0.51½
Fileurs de machines à renforts à quatre coins.	0.35	0.33	Four-Corner Stayer feeders.	0.35	0.33
Opérateurs de bobineuse.	0.43	0.41	Slitter operators.	0.43	0.41
Opérateurs de presse à rebuts.	0.43	0.41	Bale press operators.	0.43	0.41
Opérateurs d'emporte-pièce.	0.38	0.36	Punch operators.	0.38	0.36
Expéditeurs.	0.48	0.45½	Shippers.	0.48	0.45½
Chauffeurs de camions.	0.48	0.45½	Truck Drivers.	0.48	0.45½
Machinistes.	0.58	0.55	Machinist.	0.58	0.55
Préposés à l'entretien et à la réparation.	0.45	0.42½	Maintenance and repair men.	0.45	0.42½
Scie circulaire.	0.43	0.41	Circular Saw.	0.43	0.41
Faiseurs de matrices.	0.63	0.60	Die makers.	0.63	0.60
Assistants faiseurs de matrices.	0.43	0.41	Assistant die makers.	0.43	0.41
Opérateurs de presse cylindre à découper.	0.53	0.50½	Cylinder box press operators.	0.53	0.50½
Opérateurs de presse Colt.	0.50	0.47½	Colt press operators.	0.50	0.47½
Fileurs presse cylindre à découper.	0.41	0.39	Cylinder box press feeders.	0.41	0.39
Fileurs presse Colt.	0.41	0.39	Colt press feeders.	0.41	0.39
Opérateurs de machines automatiques à coller.	0.48	0.45	Automatic glueing machine.	0.48	0.45
Mécaniciens de machines fixes:			Stationary enginemn:		
2ième classe.	0.66	0.63	2nd class.	0.66	0.63
3ième classe.	0.55	0.53	3rd class.	0.55	0.53
4ième classe.	0.50	0.48	4th class.	0.50	0.48
Chauffeurs de bouilloires.	0.40	0.38	Boiler fireman.	0.40	0.38
Autres salariés.	0.28	0.26	Other help.	0.28	0.26
Apprentis: 1ers 6 mois, 30% de moins que le minimum.			Apprentices: 1st 6 months, 30% less than minimum rate;		
2ièmes 6 mois, 25% de moins que le minimum.			2nd 6 months, 25% less than minimum rate;		
3ièmes 6 mois, 20% de moins que le minimum.			3rd 6 months, 20% less than minimum rate;		
4ièmes 6 mois, 15% de moins que le minimum.			4th 6 months, 15% less than minimum rate."		

"Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées, excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

"Nonobstant la cédule précédente de salaire, le salaire minimum moyen des salariés, y compris les apprentis, ne doit pas être inférieur à \$0.50 de l'heure dans la zone I et à \$0.48 l'heure dans la zone II; aux fins de calcul de cette moyenne les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

"The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemn.

"Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than \$0.50 per hour for zone I, and \$0.48 per hour for zone II; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

"Salariés:	Taux horaires maxima Zones		"Male employees:	Maximum hourly rates Zones	
	I	II		I	II
Contremaîtres.	\$0.88	\$0.83	Foremen.	\$0.88	\$0.83
Opérateurs de marqueurs-mitrailleuses.	0.73	0.70½	Scorers.	0.73	0.70½
Opérateurs de guillotine.	0.68	0.65½	Cutters on knife.	0.68	0.65½
Opérateurs de monteuses simple et double.	0.63	0.60½	End-Piece Operators, single and double.	0.63	0.60½
Opérateurs de machines Brightwood.	0.64	0.61½	Brightwood Machine operators.	0.64	0.61½
Fileurs de machines Brightwood.	0.45	0.43	Brightwood Machine feeders.	0.45	0.43
Opérateurs de machines à renforts à quatre coins.	0.64	0.61½	Four-Corner Stayer operators.	0.64	0.61½
Fileurs de machines à renforts à quatre coins.	0.45	0.43	Four-Corner Stayer feeders.	0.45	0.43
Opérateurs de bobineuse.	0.58	0.56	Slitter operators.	0.58	0.56
Opérateurs de presse à rebuts.	0.54	0.52	Bale press operators.	0.54	0.52
Opérateurs d'emporte-pièce.	0.52	0.50	Punch operators.	0.52	0.50
Expéditeurs.	0.68	0.65½	Shippers.	0.68	0.65½
Chauffeurs de camions.	0.58	0.55½	Truck drivers.	0.58	0.55½
Machinistes.	0.88	0.85	Machinists.	0.88	0.58

Préposés à l'entretien et à la réparation	0.58	0.55½	Maintenance and repair men ...	0.58	0.55½
Scie circulaire	0.53	0.51	Circular Saw	0.53	0.51
Faiseurs de matrices	0.80	0.77	Die Makers	0.80	0.77
Assistants-faiseurs de matrices.	0.58	0.56½	Assistant Die Makers	0.58	0.56½
Opérateurs de presse cylindre à découper.	0.68	0.65½	Cylinder Box Press operators ..	0.68	0.65½
Opérateurs de presse Colt.	0.65	0.62½	Colt Press operators	0.65	0.62½
Fileurs presse cylindre à découper.	0.51	0.49	Cylinder box press feeders	0.51	0.49
Fileurs presse Colt	0.56	0.54	Colt Press feeders	0.56	0.54
Opérateurs de machines automatiques à coller.	0.63	0.60½	Automatic glueing machine ...	0.63	0.60½
Chauffeurs de bouilloires.	0.63	0.60	Stokers	0.63	0.60
Mécaniciens de machines fixes.	0.78	0.75	Stationary enginemmen	0.78	0.75
Autres salariés.	0.53	0.51"	Others	0.53	0.51"

3° Que la description des jours de fêtes chômées dans la zone I (région de Montréal) apparaissant au paragraphe "e" de l'article V, soit remplacée par la suivante:

"Zone I (région de Montréal):

Dans les ateliers français:— Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

Dans les ateliers anglais:— Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la fête de l'Empire, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce et Noël.

Cependant les employeurs doivent choisir un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés pour être chômés dans leurs ateliers et faire connaître leur choix par écrit, au Comité Paritaire, dans les soixante (60) jours qui suivent la date de la mise en vigueur du décret ainsi que chaque année à cette même date. Toutefois, le Comité Conjoint aura le pouvoir d'accorder à certains manufacturiers fabriquant de la boîte exclusivement pour leur usage personnel, le droit d'observer des fêtes différentes de celles ci-haut spécifiées, mais le même nombre de fêtes devra être observé, et tout le travail exécuté durant les jours de fête accordés par le Comité devra être rémunéré au taux de temps et demi."

4° Que le paragraphe "f" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"f.—Vacances payées:— Tout employé, au service du même employeur depuis le 1er janvier de l'année précédente et dont le dossier ne démontre aucune absence volontaire dépassant dix (10) jours, doit recevoir chaque année entre le 1er mai et le 1er octobre, une semaine continue de vacances payées, et le montant à être payé sera calculé en prenant 1/52 des gages reçus durant l'année précédente.

"Toutefois, le Comité aura le pouvoir d'accorder à certains manufacturiers fabriquant des boîtes exclusivement pour leur usage personnel, le droit d'observer un plan de vacances différent de celui ci-haut mentionné, mais les ouvriers ne devront pas avoir moins qu'une semaine de vacances et le montant qui leur sera payé ne devra pas être moins que 1/52 des gages reçus durant l'année précédente."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1945.

8795-0

3° That the description of holidays in zone I (Montreal District), appearing in subsection "e" of section V, be replaced by the following:

"Zone I (District of Montreal):—

In French shops:— New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

In English shops:— New Year's Day, Good Friday, Empire Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

All employers must adopt either the French or English holidays for observance in their plants and must notify the Parity Committee, in writing, within sixty (60) days after the date of the coming into force of the decree, and every year, thereafter, at the same date. However, the Joint Committee shall have the power to allow certain manufacturers who make boxes exclusively for their own use, the right to observe holidays other than the ones specified above, but the same number of holidays shall be observed and all the work executed during holidays granted by the Committee shall be remunerated at the rate of time and one-half."

4° That subsection "f" of section V be replaced by the following:

"f.—Vacations with pay:— Each employee who has been working for the same employer since the 1st of January of the preceding year, and whose record shows no voluntary absence in excess of ten (10) days, shall be entitled each year, between May 1st and October 1st, to one week of paid holidays, and the amount to be paid shall be calculated on the basis of 1/52 of the wages received during the preceding year.

However, the Committee may allow to certain manufacturers who make boxes exclusively for their own use the right to use their own plan of vacation, but the employees shall not have less than one week's vacation, and the amount of wages to be paid shall not be less than 1/52 of the wages received during the preceding year."

During the thirty days following the date of publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1945.

8795-0

Département du Trésor

Department of Treasury

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

NOTICE OF REDEMPTION

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

\$10,000,000 d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, échéant le 2 mars 1950

\$10,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 maturing March 2, 1950

\$5,000,000 d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, échéant le 2 mars 1950

\$5,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 maturing March 2, 1950

Avis est donné par les présentes que les émissions de \$10,000,000. d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, et de \$5,000,000. d'obligations 4½% en date du 2 mars 1925, de la Province de Québec, Puissance du Canada, effectuées toutes les deux sous l'autorité de la loi 13, Geo. V, chapitre 34 sont, par les présentes, appelées pour rachat le 1er mai 1945 au montant nominal du capital plus l'intérêt couru jusqu'à la date précitée du rachat.

Notice is hereby given that the \$10,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 and the \$5,000,000 4½% Debentures dated March 2, 1925 of the Province of Quebec, Dominion of Canada, each issued under the authority of the Act 13 Geo. V, Ch. 34 are hereby called for redemption on the first day of May, 1945 at their principal amount plus interest accrued to the said redemption date.

Les obligations, avec tous les coupons non échus y annexés dont la date d'échéance est postérieure au 2 mars 1945, peuvent être remis contre paiement en monnaie légale de la Puissance du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal à Québec, ou à Montréal ou à Toronto, Canada, ou au choix du détenteur à l'Agence de la Banque de Montréal, 64 Wall Street, New-York, États-Unis d'Amérique, contre paiement en monnaie légale des États-Unis d'Amérique. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Debentures, with all unmatured coupons maturing after March 2, 1945 attached, may be surrendered against payment in lawful money of the Dominion of Canada, at the principal office of the Bank of Montreal in Quebec or in Montreal or in Toronto, Canada or at the option of the holder at the Agency of the Bank of Montreal, 64 Wall Street, New York, United States of America, against payment in lawful money of the United States of America. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir le 1er mai 1945 et postérieurement à cette date les détenteurs de ces obligations n'auront le droit de recevoir que le paiement du capital et de l'intérêt couru à la date précitée du rachat.

Interest on all of such Debentures shall cease to accrue on the first day of May, 1945 and thereafter the holders of such Debentures shall have no rights except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date.

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

ONÉSIME GAGNON

ONÉSIME GAGNON

le 1er mars 1945. Trésorier de la Province

March 1, 1945. Provincial Treasurer

8679-10-2-o

8679-10-2-o

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advise and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 8 février 1945.

Québec, February 8th, 1945.

M. Francis J. McNally, avocat à Rouyn: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Rouyn-Noranda, à compter du 1er mars 1945.

Mr. Francis J. McNally, advocate at Rouyn: to be prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Magistrate's Court, clerk of the Crown, and clerk of the Peace of the district of Rouyn-Noranda, from and after March 1st, 1945.

M. J.-E.-H. Larivée, employé de bureau, 1065 rue Beaudry, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, pour le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Mr. J.-E.-H. Larivée, office employee, 1065 Beaudry street, Montreal: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, for the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, 10 février 1945.

Québec, February 10th, 1945.

M. Jos.-E. Caron, cultivateur et maître de poste à Notre-Dame-du-Portage: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, conformément aux dispositions de l'article

Mr. Jos.-E. Caron, farmer and postmaster at Notre-Dame-du-Portage: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, pursuant to the provisions of

358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Jeffrey Durocher, secrétaire de la compagnie Dominion Textile, 110 rue Marquette, Joseph-Hercule Latraverse, courtier en assurance, 40 rue Walton, tous deux de la ville de Sherbrooke, Donat Dubois, inspecteur de colonisation à Saint-Fortunat, et Maurice Langlois, inspecteur de colonisation et maître de chapelle à Disraeli, comté de Wolfe: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François; Philippe Roy, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse à Saint-Ephrem, comté de Beauce: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Henri Rocheleau, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, et Louis-Philippe Chouinard, employé de St. Lawrence Paper Mills Co. Ltd. à Saint-Alexis-des-Monts, comté de Maskinongé: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Maurice Saillant, enquêteur de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, 521 rue Saint-Jean, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Julien Dumont, commis, 98 rue Fraser, Lévis, et J.-E.-Roger Côté, employé du département des postes, 261 rue Richelieu, Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-Oscar Houde, technicien 2020 rue Saint-Urbain, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Laurent Lavoie, comptable, Saint-Philippe de Néri: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Roch Grenon, secrétaire de la corporation de transport Rouyn-Noranda, Roch Villemaire, marchand, Jean-Thomas Voyer, agent d'assurance, Lucien Grenier, imprimeur, tous quatre de la ville de Rouyn, J.-H. Bertrand, agent d'assurance, de Noranda, Isidore Plouffe, cultivateur, et Lucien Martin, marchand, tous deux de Saint-Augustin-de-Montbeillard, Pierre Hould, industriel, et Wellie Hains, cultivateur, tous deux de Saint-Ignace-de-Montbeillard, Émilien Morin et Joseph Goulet, cultivateurs, ces deux derniers de Saint-Clément-de-Montbeillard: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda.— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 15 février 1945.

MM. Jean Gagnon, agronome, 14 rue Sainte-Marthe, Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Stanislas Desnoyers, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse à Saint-Damase, comté de Saint-Hyacinthe: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-Hyacinthe, et Antonio Giguère, enquêteur de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, Saint-Georges, comté de Beauce: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

8798-o

section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Jeffrey Durocher, secretary of the Dominion Textile Company, 110 Marquette street, Joseph-Hercule Latraverse, insurance broker, 40 Walton street, both of the town of Sherbrooke, Donat Dubois, colonization inspector at St-Fortunat, and Maurice Langlois, colonization inspector and choir-master, of Disraeli, county of Wolfe: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Philippe Roy, inspector on the Old Age Pension Board, at St. Ephrem, county of Beauce: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Henri Rocheleau, inspector on the Old Age Pension Board, at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain; and Louis-Philippe Chouinard, employee of the St. Lawrence Paper Mills Co. Ltd. at St-Alexis-des-Monts, county of Maskinongé: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Maurice Saillant, investigator on the War-time Prices and Trade Board, 521 St. John street, Quebec; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Julien Dumont, clerk, 98 Fraser street, Lévis, and J.-E.-Roger Côté, employee in the Post Office Department, 261 Richelieu street, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; J. Oscar Houde, technicien, 2020 St. Urbain street, Montreal. to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Laurent Lavoie, accountant, St-Philippe de Neri: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Roch Grenon, secretary of the Rouyn-Noranda transport corporation, Roch Villemaire, merchant, Jean-Thomas Voyer, insurance agent, Lucien Grenier, printer, all four of the town of Rouyn, J.-H. Bertrand, insurance agent, of Noranda, Isidore Plouffe, farmer, and Lucien Martin, merchant, both of St-Augustin-de-Montbeillard, Pierre Hould, manufacturer, and Wellie Hains, farmer, both of St-Ignace-de-Montbeillard, Émilien Morin and Joseph Goulet, farmers, the two latter of St-Clément-de-Montbeillard: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda. The Justices named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, February 15th, 1945.

Messrs. Jean Gagnon, agronomist, 14 Ste-Marthe street, Chicoutimi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Stanislas Desnoyers, inspector on the Old Age Pension Board, at St-Damase, county of St-Hyacinthe: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Hyacinthe, and Antonio Giguère, investigator on the War-time Prices and Trade Board, St. Georges, Beauce: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

8798

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. } ATTENDU qu'en vertu de l'article 144 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord (1867), le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation sous le grand sceau de la province, devant venir en force le jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province dans lesquelles il n'en a pas encore été établi et en fixer les tenants et aboutissants;

ATTENDU qu'il est opportun d'ériger en canton sous le nom de "canton de Fréville" certaines étendues des terres vagues de la Couronne dont les limites sont déterminées dans la description officielle en date du 24 mars 1942 signée par le sous-ministre des Terres et Forêts, et gardée aux archives dudit ministère;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 25 février 1945, et sous l'autorité dudit article 144 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, érigeons en canton sous le nom de "canton de Fréville" cette étendue des terres vagues de la Couronne, sise et située dans notre province de Québec et délimitée et décrite comme suit dans la description technique officielle en date du 24 mars 1942 et signée par le sous-ministre des Terres et Forêts, savoir:

Un territoire situé dans le comté de Pontiac, borné au nord par le canton de Villebon, au sud par les terres vagues de la Couronne, à l'est par le canton projeté de Champrodon, à l'ouest par le canton de Granet et dont les limites sont: au nord un parallèle de latitude établi sur le terrain en 1922 par les arpenteurs Joncas et Malouin et renouvelé par l'arpenteur Émilien Pouliot en 1935 depuis le coin commun aux cantons de Marrias, Villebon, Fréville et Granet dans la direction de l'est sur une distance de 798.48 chs jusqu'au coin commun aux cantons de Villebon, Denain, Granet et au canton projeté de Champrodon; au sud un parallèle de latitude établi sur le terrain en 1926 par l'arpenteur Arthur Massé depuis le coin sud-est du canton de Granet dans la direction de l'est jusqu'à la ligne est du canton de Fréville établie sur le terrain en 1938 par les arpenteurs Émilien Pouliot et Édouard Dufresne dans le prolongement vers le sud de la ligne séparative des cantons de Villebon et de Denain; à l'est ladite ligne est du canton de Fréville ci-dessus décrite; à l'ouest le prolongement vers le sud de la ligne séparative des cantons de Marrias et de Villebon à être établie entre les deux parallèles de latitude précités; ledit territoire contenant une superficie de 65201 acres, tel que le tout apparaît des diagrammes ou plans desdits territoires annexés à ladite description officielle, et en autant que la nature

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS in virtue of
Deputy Attorney General. } section 144 of the British North America Act (1867) the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the Great Seal of the Province, to come into force on the day therein mentioned, establish townships in such parts of the Province where none yet have been established and to fix the limits and boundaries;

WHEREAS it is expedient to erect into a township under the name of "Township of Fréville" certain tracts of vacant Crown lands, the limits whereof are fixed in the official description, bearing date March 4th, 1942, signed by the Deputy Minister of Lands and Forests, and kept of record in the aforesaid Department;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date February 25th, 1945, and under the authority of said section 144 of the British North America Act, We have established and, do, by the present Royal Proclamation, erect into a township under the name of "Township of Fréville", that tract of vacant Crown lands, being and situated in Our Province of Quebec, and limited and described as follows in the official technical description, dated March 24th, 1942, and signed by the Deputy Minister of Lands and Forests, to wit:

A territory situated in the county of Pontiac, bounded on the North by the township of Villebon, on the South by the vacant Crown lands, on the East by the proposed township of Champrodon, on the West by the township of Granet, and the limits whereof are: on the North a parallel of latitude established on the ground in 1922 by the surveyors Joncas and Malouin and renewed by the surveyor Émilien Pouliot, in 1935, from the common corner of townships Marrias, Villebon, Fréville and Granet in the Eastern direction, for a distance of 798.48 chs. to the common corner of townships Villebon, Denain, Granet and the proposed township of Champrodon; on the South, a parallel of latitude established on the ground in 1926 by surveyor Arthur Massé from the Southeast corner of the township Granet, in the Eastern direction, as far as the Eastern line of the township Fréville, established on the ground in 1938 by surveyors Émilien Pouliot and Édouard Dufresne in the prolongation towards the South of the division line of the townships Villebon and Denain; on the East, the said Eastern line of the township Fréville, hereinabove described; on the West, the prolongation towards the South of the division line of the townships Marrias and Villebon to be established between the two parallels of latitude aforesaid; the said territory containing an area of 65201 acres, as the whole appears in

et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions dudit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que Notre présente proclamation viendra en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et que lesdites étendues de terre, et toute et chaque partie d'icelle, seront et demeureront, à compter de ladite date, un canton sous le nom qui leur est donné ci-dessus, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom et toutes autres imperfections ou omissions touchant ladite étendue de terre par les présentes établie en canton comme susdit.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce CINQUIEME jour de MARS en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

8757-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, } ATTENDU qu'en vertu de l'article 144 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord (1867), le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation sous le grand sceau de la province, devant venir en force le jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province dans lesquelles il n'en a pas encore été établi et en fixer les tenants et aboutissants;

ATTENDU qu'il est opportun d'ériger en canton sous le nom de "canton de Mattawin" certaines étendues des terres vagues de la Couronne dont les limites sont déterminées dans la description officielle en date du 28 janvier 1943 signée par le sous-ministre des Terres et Forêts et gardée aux archives dudit ministère;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 25 février 1945, et sous l'autorité dudit article 144 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, nous avons établi, et par Notre Proclamation Royale, érigeons en canton sous le nom

the diagrams or plans of the said territories annexed to the said official description and inasmuch as nature and circumstances allow, and in conformity with the survey reports filed and remaining of record in the Department of lands and forests.

AND MOREOVER, in conformity with the provisions of the said Act, We hereby declare and ordain that Our present Proclamation will come into force at the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and that the said tracts of land and each and every part thereof shall be and shall remain, from and after the said date, a township under the name hereinabove given them, to all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any false name and any other imperfections or omissions affecting the tract of land hereby established into a township as aforesaid.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this FIFTH day of MARCH, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

8757

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS under section 144 of the British North America Act (1867), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec may, from time to time, by proclamation under the Great Seal of the Province, to come into force on the day mentioned therein, establish townships in parts of the province where so far none have been established and to fix the limits and boundaries;

WHEREAS it is expedient to erect into a township under the name of "Township of Mattawin" certain tracts of vacant Crown lands whose limits are fixed in the official description dated January 28th, 1943, signed by the Deputy Minister of Lands and Forests and kept of record in the said Department;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated February 25th, 1945, and under the authority of said section 144 of the British North America Act, we have established and by Our Royal Proclamation, erect into a township under

de "canton de Mattawin" cette étendue des terres vagues de la Couronne, sise et située dans notre dite Province de Québec et délimitée et décrite comme suit dans la description officielle en date du 28 janvier 1943 et signée par le sous-ministre des Terres et Forêts, savoir:

Un territoire situé dans le district électoral de Laviolette, faisant partie des terres vagues de la Couronne, borné au nord-est par la seigneurie de Batiscan, au sud-est par le canton de Radnor, au sud-ouest par la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, au nord-ouest par le canton projeté de Normand et dont les limites se décrivent comme suit: partant d'un poteau marqué XIII.L. (treize lieues) sur la ligne nord-ouest de la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, au sommet de l'angle ouest du canton de Radnor; de là, suivant la limite nord du canton de Radnor dans la direction nord-est astronomique sur une distance estimée à 240 chaînes jusqu'à la ligne sud-ouest de la seigneurie de Batiscan; de là, suivant ladite ligne sud-ouest de la seigneurie de Batiscan dans la direction nord-ouest astronomique sur une distance estimée à 1481 chaînes jusqu'à l'arrière-ligne de la seigneurie de Batiscan; de là, suivant une ligne droite, faisant la limite sud-est du canton projeté de Normand, dans la direction sud-ouest astronomique sur une distance estimée à 240 chaînes jusqu'à la ligne nord-est de la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine; de là, suivant la dite ligne nord-est de la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, dans la direction sud-est astronomique sur une distance estimée à 1481 chaînes jusqu'au point de départ; ledit territoire contenant une superficie estimée à 35,544 acres

Ledit territoire à être érigé en un canton sous le nom de "canton de Mattawin", tel que le tout appert des diagrammes ou plans desdits territoires annexés à ladite description officielle, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions dudit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que Notre présente proclamation viendra en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et que lesdites étendues de terre, et toute et chaque partie d'icelle, seront et demeureront, à compter de ladite date, un canton sous le nom qui leur est donné ci-dessus, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom et toutes autres imperfections ou omissions touchant ladite étendue de terre par les présentes établie en canton comme susdit.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce CINQUIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

8758-0

the name of "Township of Mattawin" that tract of vacant Crown Lands, lying and situated in our said Province of Quebec and bounded and described as follows in the official description dated January 28th, 1943, and signed by the Deputy Minister of Lands and Forests, to wit:

A territory situated in the electoral district of Laviolette, forming part of the vacant Crown lands, bounded on the Northeast by the Seignior of Batiscan, on the Southeast by the township Radnor, on the Southwest by the Seignior of Cap-de-la-Magdeleine, on the Northwest by the proposed township of Normand and whereof the limits are described as follows: starting from the post marked XIII.L. (thirteen leagues) on the Northwest line of the Cap de la Magdeleine Seignior, to the summit of the West corner of the township Radnor; thence, following the North limit of the Township Radnor North-eastward astronomically a distance estimated at 240 chains to the Southwest line of the Batiscan Seignior; thence, following the said Southwest line of the Batiscan Seignior Northwestward astronomically for a distance estimated at 1481 chains to the rear line of the Batiscan Seignior; thence, following a straight line forming the Southeast limit of the proposed Township Normand, Southwestward astronomically for a distance estimated at 240 chains to the Northeast line of the Cap-de-la-Magdeleine Seignior; thence, following the said Northeast line of the Cap-de-la-Magdeleine Seignior, Southeastward astronomically for a distance estimated at 1481 chains to the starting point; the said territory containing a superficial area estimated at 35,544 acres.

The said territory to be erected into a township under the name of "Township of Mattawin", as the whole appears on the diagrams or plans of the said territories annexed to the said official description, and in so far as nature and circumstances allow, and in conformity with the survey reports filed and remaining of record in the Department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, pursuant to the provisions of the said Act, We hereby declare and order that Our present proclamation shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and that the said tracts of land and all and any part thereof shall be and shall remain, as from the said date, a township under the name given to them as aforesaid, to all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any false name or other imperfections or omissions affecting the said tract of land hereby established into a township as aforesaid.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this FIFTH day of MARCH, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

8758

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.— SALUT:

PROCLAMATION

*L'Assistant-procureur
général.*

L. DESILETS.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 144 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord (1867), le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, pourra, de temps à autre, par proclamation sous le grand sceau de la province, devant venir en force le jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province dans lesquelles il n'en a pas encore été établi et en fixer les tenants et aboutissants;

ATTENDU que les cantons de Beaudet et d'Antoine ont été érigés par proclamation le 19 février 1917 et le 4 janvier 1936 dans les limites déterminées;

ATTENDU qu'il serait plus avantageux et plus logique, pour la vente des terres, que les rangs A, B et D du canton de Beaudet faisant respectivement suite aux rangs II, III et IV du canton d'Antoine en fassent parties et en prennent le nom et que le rang C du canton de Beaudet devienne le rang VII du canton d'Antoine;

ATTENDU qu'il est opportun de déterminer de nouvelles limites aux cantons de Beaudet et d'Antoine, en modifiant les proclamations susdites conformément aux descriptions officielles en date du 14 avril 1944, préparées à cet effet et signées par le sous-ministre des Terres et Forêts et gardées dans les archives dudit ministère;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 25 février 1945, et sous l'autorité dudit article 144 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, et par Notre présente Proclamation Royale, annulons dans lesdites proclamations du 19 février 1917 et du 4 mars 1936 tout ce qui se rapporte aux limites et aux bornes desdits cantons de Beaudet et d'Antoine et déterminons de nouvelles limites auxdits cantons conformément aux descriptions officielles en date du 14 avril 1944 préparées à cet effet et signées par le sous-ministre des Terres et Forêts de notre dite Province de Québec, savoir:

Le territoire érigé en canton sous le nom de "Antoine", dans le comté de Roberval, est borné à l'est par les cantons de LaTrappe et de Pelletier, au sud-est par le canton de Pelletier, au sud-ouest par le canton de Beaudet, au nord-ouest par le canton de Hémon et ses limites modifiées se décrivent comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la rive droite de la rivière aux Rats avec la limite nord-ouest du canton de Pelletier; de là, ladite limite nord-ouest du canton de Pelletier jusqu'à la ligne séparative des rangs II et III dudit canton de Pelletier au coin ouest dudit rang III; de là, dans la direction N. 72° 00' 0", astronomique une ligne longue de 272.03 chs; de là dans la direction N. 11° 00' 0", astronomique une ligne longue de 325.00 chs plus ou moins jusqu'à son point d'intersection avec une ligne originant au coin ouest du rang III du canton de Pelletier et ayant la direction N. 37° 00' 0", astronomique; de là, cette dernière ligne jusqu'à son intersection avec la

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.— GREETING.

PROCLAMATION

*L. DESILETS,
Deputy Attorney
General.*

WHEREAS under section 144 of the British North America Act (1867), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, may, from time to time, by proclamation under the Great Seal of the Province, to come into force on the day mentioned therein, establish townships in parts of the province where so far none have been established and to fix the limits and boundaries thereof;

WHEREAS the townships of Beaudet and Antoine were erected by proclamation on the 19th of February, 1917 and on the 4th of January, 1936, within the limits fixed;

WHEREAS it is to greater advantage and more logical, for the sale of farm-lands, that ranges A, B and D of the township Beaudet forming respectively a continuation of ranges II, III and IV of the township of Antoine, should form a part and take the name of same and that range C of the township Beaudet should become range VII of the township Antoine;

WHEREAS it is expedient to fix new limits for the townships Beaudet and Antoine, by amending the aforesaid proclamations according to the official descriptions bearing date the 14th of April, 1944, prepared for that purpose and signed by the Deputy Minister of Lands and Forests and kept of record in the said Department;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated February 25th, 1945, and under authority of said section 144 of the British North America Act, and by Our present Royal Proclamation, We annul in the said proclamations of the 19th of February, 1917, and the 4th of March, 1936, everything affecting the limits and boundaries of the said townships of Beaudet and Antoine and fix new boundaries for the said townships according to the official descriptions dated the 14th of April, 1944, prepared for that purpose and signed by the Deputy Minister of Lands and Forests of Our said Province of Quebec, to wit:

The territory erected into a Township under the name of "Antoine", in the county of Roberval, is bounded on the East by the townships LaTrappe and Pelletier, on the Southeast by the township Pelletier, on the Southwest by the township Beaudet, on the Northwest by the township Hémon and its amended limits are described as follows to wit: starting from the point of intersection of the right bank of the Rivière-aux-Rats with the Northwest limit of the township Pelletier; thence, the said Northwest limit of the township Pelletier as far as the division line of ranges II and III of the said township Pelletier at the West corner of the said range III; thence, Northward 72° 00' 0", astronomically on a line of 272.03 chs long; thence bearing North 11° 00' 0" astronomically on a line 325.00 chs long more or less, to its point of intersection with a line originating at the West corner of range III of the township Pelletier and having a bearing N. 37° 00' 0", astronomically; thence, this latter

ligne sud-est du canton d'Hénon; de là, vers le nord-est, cette dernière limite et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière-aux-Rats; de là ledit axe de la rivière-aux-Rats jusqu'au prolongement de la ligne séparant les cantons de Pelletier et de LaTrappe; de là, ce dernier prolongement jusqu'à la rive droite de la rivière-aux-Rats et enfin suivant ladite rive droite de la rivière-aux-Rats jusqu'au point de départ.

Le canton d'Antoine, tel que ci-dessus délimité et borné, renferme une superficie de 55427 acres plus ou moins.

Le territoire érigé en canton sous le nom de "Beaudet", dans le comté de Roberval, est borné vers le sud-est par le canton de Pelletier, vers le sud par la rivière Mistassini et son affluent la rivière Ouasimiska, vers le nord-ouest par les cantons de Ramsay, Bourbon et Hénon, vers le nord-est par le canton d'Antoine, et ses limites modifiées se décrivent comme suit: Partant sur la rive gauche de la rivière Mistassini, au coin ouest du canton de Pelletier, la limite nord-ouest de ce dernier sur une distance de 200 chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin ouest du troisième rang du canton de Pelletier; de là, dans la direction N. 72° 00' 00" astronomique une ligne longue de 272.03 chs; de là, dans la direction N. 11° 00' 00" astronomique une ligne longue de 325.00 chaînes plus ou moins jusqu'à son point d'intersection avec une ligne originant au coin ouest du troisième rang du canton de Pelletier et ayant la direction N. 37° 00' 00" astronomique; de là, cette dernière ligne jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est du canton d'Hénon; de là, dans la direction S. 53° 00' 00" astronomique, cette dernière ligne et les limites sud-est des cantons de Bourbon et de Ramsay jusqu'à la rive gauche de la rivière Ouasimiska; de là, dans des directions générales sud-est et est, ladite rive gauche de la rivière Ouasimiska jusqu'à son confluent avec la rivière Mistassini, une ligne irrégulière contournant par le nord-ouest l'île située audit confluent et la rive gauche de la rivière Mistassini jusqu'au point de départ.

Le canton de Beaudet, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de 43773 acres plus ou moins en superficie.

tel que le tout apparaît des diagrammes ou plans desdits territoires annexés aux dites descriptions officielles, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions dudit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que Notre présente proclamation viendra en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, avec les bornes et limites qui leur sont respectivement données ci-dessus, à compter de ladite date, à toutes fins et intentions quelconques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec.

line to its intersection with the Southeast line of the township Hénon; thence, Northeastward, the said last mentioned limit and its prolongation as far as the axis of the Rivière-aux-Rats; thence, the said axis of the Rivière-aux-Rats to the prolongation of the line separating the townships Pelletier and LaTrappe; thence, this latter prolongation as far as the right bank of the Rivière-aux-Rats and finally following the said right bank of the Rivière-aux-Rats to the starting point.

The Township Antoine, as above limited and bounded, encloses a superficial area of 55427 acres, more or less.

The territory erected into a township under the name of "Beaudet", in the county of Roberval, is bounded on the Southeast by the township Pelletier, on the South by the Mistassini river and its tributary the Ouasimiska river, on the Northwest by the townships Ramsay, Bourbon and Hénon, on the Northeast by the township Antoine, and its amended limits are described as follows: Starting on the left bank of the Mistassini river, at the West corner of the township Pelletier, the Northwest limit of this last mentioned for a distance of 200 chains, more or less, to the West corner of the third range of the township Pelletier; thence, bearing N. 72° 00' 00" astronomically on a line 272.03 chs long; thence, North 11° 00' 00" astronomically along a line 325.00 chains, more or less, to its point of intersection with the line originating at the West corner of the third range of the township Pelletier and having a bearing N. 37° 00' 00" astronomically; thence, this last mentioned line to its intersection with the Southeast line of the township Hénon; thence, bearing S. 53° 00' 00" astronomically, this last mentioned line and the Southeast limits of the townships of Bourbon and Ramsay as far as the left bank of the Ouasimiska river; thence in general southeasterly and Easterly directions, the said left bank of the Ouasimiska river to its junction with the Mistassini river, an irregular line outlining, by the Northwest, the island situated at the said junction and the left bank of the Mistassini river to the point of commencement.

The township of Beaudet, as above limited, occupies a tract of 43773 acres, more or less, in superficial area.

As the whole appears on the diagrams or plans of the said territories annexed to the said official descriptions, and in so far as nature and circumstances allow, and in accordance with the survey reports filed and remaining of record in the Department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in conformity with the provisions of the aforesaid Act, We hereby declare and order that Our present proclamation shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, with the limits and boundaries given to them respectively as aforesaid, as from the said date, to all intents and purposes whatsoever.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce CINQUIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,
8799-o JEAN BRUCHESI.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this FIFTH day of MARCH, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHESI,
8799 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis de la situation du bureau principal
d'une compagnie
Art. 30 des compagnies

A toutes personnes intéressées

Avis est donné que la compagnie "Bélisle & Allard Limitée" constituée en corporation en date du quatorzième jour de décembre mil neuf cent quarante-quatre et ayant son bureau principal dans la paroisse de La Baie du Febvre, a établi son bureau au domicile de M. Robert Bélisle sur le chemin public de la première concession de la paroisse de La Baie du Febvre.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à La Baie du Febvre, ce dixième jour de février de l'année mil neuf cent quarante-cinq. (Sceau)

Le Président,
ROBERT BÉLISLE,
Le Secrétaire
RICHARD ALLARD.

8744-o

STE-MARGUERITE WINTER ROADS
ASSOCIATION INC.

Avis est donné que Ste-Marguerite Winter Roads Association Inc. constituée en corporation en vertu de la IIIe partie de la Loi des Compagnies de Québec par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de Québec le 30 novembre 1944 et ayant son bureau principal à Ste-Marguerite Station dans le comté de Terrebonne, P. Q., a établi son bureau au "Alpine Inn" à Ste-Marguerite Station, paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, P. Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Marguerite Station, ce 24ième jour de février 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
8751-o CHARLES-M. BLACK.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Malartic River Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes le 4ième jour de décembre 1944, et ayant son siège social en la ville de Val d'Or, comté d'Abitibi, a établi son bureau en ladite ville de Val d'Or.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Toronto, ce 13ième jour de décembre 1944.

Le Président,
8788 S. H. ROBINSON.

Head Offices

Notice of the situation of the Head Office
of a Company
Section 30, Companies' Act

To all interested parties:

Notice is given that "Compagnie Bélisle & Allard Limitée" incorporated the fourteenth day of December, nineteen hundred and forty-four and having its head office in the parish of La Baie du Febvre has established its office at the domicile of Mr. Robert Bélisle, on the public road of the first concession of La Baie du Febvre.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at La Baie du Febvre, this tenth day of February, of the year nineteen hundred and forty-five.

(Seal)

ROBERT BÉLISLE,
President,
RICHARD ALLARD,
Secretary.

8744

STE-MARGUERITE WINTER ROADS
ASSOCIATION INC.

Notice is hereby given that the Ste-Marguerite Winter Roads Association Inc., incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of Quebec on November 30th, 1944, and having its head office at Ste-Marguerite Station in the County of Terrebonne, P. Q., has established its office at the "Alpine Inn", Ste-Marguerite Station, Parish of Ste-Adèle, County of Terrebonne, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Ste-Marguerite Station, this 24th day of February, 1945.

CHARLES M. BLACK,
8751-o Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that "Malartic River Mines, Limited" (No Personal Liability), incorporated by Letters Patent on the 4th day of December, 1944, and having its Head Office in the Town of Val d'Or, County of Abitibi, has established its office at the said Town of Val d'Or.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Toronto this 13th day of December, 1944.

S. H. ROBINSON,
8788-o President.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Town Realities Limited, constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 juin 1944, a établi son siège social à 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par ladite compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de mars 1945.

Le Secrétaire,
3758 MAURICE GERMAIN.

NOTICE

Notice is hereby given that Town Realities Limited, incorporated under the provisions of the Quebec Companies' Act by letters patent dated June 29th, 1944, has established its Head Office at 1010 St. Catherine Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the said Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal this 7th day of March, 1945.

MAURICE GERMAIN,
8753-o Secretary.

Avis de la situation du bureau principal de la compagnie Rosaire Dumas, Limitée

Notice of the situs of the Head Office of the Company Rosaire Dumas, Limitée

Avis est donné que la compagnie Rosaire Dumas, Limitée constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec (1ère partie) en date du vingt-troisième jour de mai, mil neuf cent quarante-quatre et ayant son bureau principal en la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro civique 250 de la rue Sainte-Hélène, l'a transporté au numéro civique 130, boulevard des Capucins, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce huitième jour de mars, mil neuf cent quarante-cinq.

(Sceau) Le Secrétaire,
8750-o ROLAND GAUTHIER.

Notice is given that the company Rosaire Dumas, Limitée, incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies' Act (Part I), bearing date the twenty-third day of May, one thousand nine hundred and forty-four and having its head office in the city of Quebec where its office was situated to date at civic number 250 Sainte-Hélène street, has moved it to civic number 130 boulevard des Capucins, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this eighth day of March, one thousand nine hundred and forty-five.

(Seal) ROLAND GAUTHIER,
8750 Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec, District de Richelieu

Province of Quebec, District of Richelieu

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA
CITÉ DE SOREL

CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE
CITY OF SOREL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le 7 avril 1945, pour l'achat d'une émission d'obligations de \$150,000.00 des Commissaires d'Écoles catholiques de la cité de Sorel, portant intérêt, au taux de trois et quart pour cent l'an, échéant de 1946 à 1951, et de trois et demi pour cent l'an, échéant de 1952 à 1960, datées du 2 janvier 1945, et rachetables par séries, comme suit:

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon, the 7th day of April 1945, for the purchase of \$150,000.00 of the Catholic School Commissioners of the City of Sorel, bearing interest at three and a quarter per cent, maturing from 1946 to 1951, and three and a half per cent, per annum, from 1952 to 1960, dated the second day of January 1945, and redeemable serially as follows:

1946	\$ 2,600.
1947	2,800.
1948	2,900.
1949	3,000.
1950	3,100.
1951	3,200.
1952	3,400.
1953	3,600.
1954	3,700.
1955	3,800.
1956	4,000.
1957	4,200.
1958	4,300.
1959	4,400.
1960	101,000.

Les dites obligations pourront être enregistrées quant au capital, et les intérêts seront payables semi-annuellement les 2 janvier et juillet de chaque année.

1946	\$ 2,600.
1947	2,800.
1948	2,900.
1949	3,000.
1950	3,100.
1951	3,200.
1952	3,400.
1953	3,600.
1954	3,700.
1955	3,800.
1956	4,000.
1957	4,200.
1958	4,300.
1959	4,400.
1960	101,000.

The said bonds will be registerable as to the principal, and interests payable semi-annually, the 2nd, days of January and July of each year.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les soumissions devront spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Ces soumissions seront ouvertes à une session spéciale des dits Commissaires d'Écoles, qui sera tenue à 4.00 heures de l'après-midi, le samedi, 7 avril 1945, en l'hôtel de ville.

Donné à Sorel, en l'hôtel de ville, ce 15 mars 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
A.-O. CARTIER.

S752-o

MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE GRAND'MÈRE

Avis public, est par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations — Règlement N° 396" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le quatre avril 1945, pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er mai 1945, au montant de \$117,000, portant intérêt au taux de 3% l'an, payables semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année, le capital étant remboursable en séries du 1er mai 1946 au 1er mai 1965. L'objet de l'emprunt est de défrayer le coût de différents travaux dans la municipalité de Grand'Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne Nationale à Montréal, Québec et Grand'Mère, ainsi qu'à la Banque de Montréal, à Toronto.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison. Ces soumissions seront ouvertes en séance publique, mercredi, le 4 avril 1945, à huit heures p.m.

La cité de Grand'Mère se réserve le droit d'acheter par anticipation, à toute échéance d'intérêt, les obligations ci-dessus, à un prix non inférieur à la valeur nominale, après les avis requis par la loi, le tout suivant les dispositions du chapitre 212 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1941.

La cité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, le 12 mars 1945.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL CRETE.

S756-o

MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE GRAND'MÈRE

Avis public, est par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations — Règlement N° 275" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le quatre avril 1945, pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er mai 1945, au montant de \$185,500.00, portant intérêt au taux de 3% l'an, payables semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année, le capital étant remboursable en séries du 1er mai 1946 au 1er mai 1960. L'objet de cet emprunt est de rembourser un emprunt antérieur.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne Nationale à Montréal, Québec et Grand'Mère, ainsi qu'à la Banque de Montréal, à Toronto.

Chaque soumission devra être accompagnée

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Tenders must specify whether the accrued interest is or not comprised in the price of the tender.

Lowest or any tender not necessarily accepted.

Tenders shall be open, at a special session of the said School Commissioners to be held at 4.00 o'clock p.m., on Saturday, April 7th, 1945, at the City-Hall.

Given at Sorel, in the City-Hall, this 14th of March, 1945.

A. O. CARTIER,
Secretary-Treasurer.

S752-o

MUNICIPALITY OF THE CITY OF GRAND'MÈRE

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds — By-Law No. 396" will be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Wednesday, April the 4th, 1945, for the purchase of an issue of bonds dated May first 1945, for an amount of \$117,000, bearing interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and the 1st of November, the capital being redeemable serially from May 1st, 1946 to May 1st, 1965. The object of the loan is to defray the cost of different works in the municipality of Grand'Mère.

Capital and interests are payable at "La Banque Canadienne Nationale" in Montreal, Quebec and Grand'Mère, and also at the Bank of Montreal in Toronto.

Each Tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery. These tenders will be opened during a public sitting, Wednesday, April the 4th, 1945, at eight o'clock p. m.

The City Council reserves its right of redeeming by anticipation, at any interest maturity date, the bonds above mentioned, at a price not lower than their face value, after the public notices requested by the law and complying with the conditions determined by the law, chapter 212, S. R. Q. 1941.

The City Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Grand'Mère, March 12th, 1945.

(Seal)

MARCEL CRETE,
Secretary-Treasurer.

S756-o

MUNICIPALITY OF THE CITY OF GRAND'MÈRE

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds — By-Law No. 275" will be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Wednesday, April the 4th, 1945, for the purchase of an issue of bonds dated May first 1945, for an amount of \$185,500.00, bearing interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and the 1st of November, the capital being redeemable serially from May 1st, 1946 to May 1st, 1960. The object of the loan is to reimburse an anterior loan.

Capital and interests are payable at "La Banque Canadienne Nationale" in Montreal, Quebec and Grand'Mère, and also at the Bank of Montreal in Toronto.

Each Tender must be accompanied by an

d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison. Ces soumissions seront ouvertes en séance publique, mercredi, le 4 avril 1945, à huit heures p.m.

La Cité de Grand'Mère se réserve le droit d'acheter par anticipation, à toute échéance d'intérêt, les obligations ci-dessus, à un prix non inférieur à la valeur nominale, après les avis requis par la loi, le tout suivant les dispositions du chapitre 212 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1941.

La Cité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, le 12 mars 1945.

(Seal) Le Secrétaire-trésorier,
8755-o MARCEL CRETE.

accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery. These tenders will be opened during a public sitting, Wednesday, April the 4th, 1945, at eight o'clock p.m.

The City Council reserves its right of redeeming by anticipation, at any interest maturity date, the bonds above mentioned, at a price not lower than their face value, after the public notices requested by the law and complying with the conditions determined by the law, chapter 212, S. R. Q. 1941.

The City Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Grand'Mère, March 12th, 1945.

(Seal) MARCEL CRETE,
8755-o Secretary-Treasurer.

Vente pour taxes municipales

CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Camille Bonin, secrétaire-trésorier de la Cité de Joliette que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues en l'Hôtel de Ville de ladite cité, le MERCREDI ONZIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, avec intérêts, ainsi que des frais subseqüemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Comme appartenant à A.-Alfred Boucher:

1° Un terrain comprenant le lot N° 36 de la subdivision du lot N° 541, borné au sud-est par le N° 541-41, "rue"; au nord-ouest par le N° 543-73; au nord-est par le N° 541-35; et au sud-ouest par le N° 541-37; mesurant 50 pieds de largeur sur une longueur moyenne de 29½ pieds, mesure anglaise; contenant 1475 pieds en superficie, égal à 1298 pieds, mesure française; de même que le lot N° 73 de la subdivision du lot N° 543, borné au sud-est par le N° 541-36; au nord-ouest par le N° 543-104; au nord-est par le N° 543-72; et, au sud-ouest par le N° 543-74; mesurant 50 pieds de largeur sur une longueur moyenne de 120½ pieds, mesure anglaise; contenant 6025 pieds, en superficie, égal à 5304 pieds, mesure française. Taxes municipales, \$2.32; taxes scolaires, \$2.56. Total, \$4.88.

2° Un lot comprenant le N° 66 de la subdivision du N° 541, borné, en front, au sud-est, par le N° 541-77, "rue"; au nord-ouest, par le N° 541-53; au sud-ouest par le N° 541-65; et, au nord-est, par le N° 541-67; mesurant 50 pieds de largeur sur une longueur de 150 pieds, mesure anglaise; contenant 7500 pieds, en superficie, égal à 6602 pieds, mesure française. Taxes municipales, \$1.84; taxes scolaires, \$2.04. Total, \$3.88.

3° Un lot portant le N° 65 de la subdivision du N° 541, borné, en front, au sud-est, par le N° 541-77, "rue"; au nord-ouest, par le N° 541-54; au sud-ouest, par le N° 541-64; et, au nord-est, par le N° 541-66; mesurant 50 pieds de largeur sur une longueur de 150 pieds, mesure anglaise; contenant 7500 pieds en superficie, égal à 6602 pieds, mesure française. Taxes municipales, \$1.84; taxes scolaires, \$2.04. Total, \$3.88.

4° Un lot portant le N° 91 de la subdivision du N° 541, borné, en front, au nord-ouest par

Sale for Municipal Taxes

CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given by the undersigned Camille Bonin, secretary treasurer of the City of Joliette, that the properties hereinafter designated will be sold in the City Hall of the said city, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and forty-five, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal, school and other taxes, with interest and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

As belonging to A. Alfred Boucher:

1. A lot of land comprising lot No. 36 of the subdivision of lot No. 541, bounded on the Southeast by No. 541-41, "street"; on the Northwest by No. 543-73; on the Northeast by No. 541-35; and on the Southwest by No. 541-37; measuring 50 feet in width by a mean depth of 29½ feet, English measure; containing a superficial area of 1475 feet, equal to 1298 feet, French measurement; likewise lot No. 73 of the subdivision of lot No. 543, bounded on the Southeast by No. 541-36; on the Northwest by No. 543-104; on the Northeast by No. 543-72; and, on the Southwest by No. 543-74; measuring 50 feet in width by a mean length of 120½ feet, English measure; containing a superficial area of 6025 feet, equal to 5304 feet, French measurement. Municipal taxes, \$2.32; School taxes, \$2.56. Total: \$4.88.

2. A lot comprising No. 66 of the subdivision of No. 541, bounded in front, on the Southeast, by No. 541-77, "street"; on the Northwest, by No. 541-53; on the Southwest by No. 541-65; and, on the Northeast, by No. 541-67; measuring 50 feet in width by a length of 150 feet, English measure; containing a superficial area of 7500 feet, equal to 6602 feet, French measurement. Municipal taxes, \$1.84; School taxes \$2.04. Total: \$3.88.

3. A lot bearing No. 65 of the subdivision of No. 541, bounded in front, to the Southeast, by No. 541-77, "street"; on the Northwest, by No. 541-54; on the Southwest by No. 541-64; and, on the Northeast, by No. 541-66; measuring 50 feet in width by a length of 150 feet, English measure; containing a superficial area of 7500 feet, equal to 6602 feet French measurement. Municipal taxes, \$1.84; School taxes, \$2.04. Total: \$3.88.

4. A lot bearing No. 91 of the subdivision of No. 541, bounded, in front, on the Northwest

le N° 541-77, "rue"; au sud-est, par les N° 541-96 et 541-97; au nord-est, par le N° 541-90; et, au sud-ouest, par le N° 541-92; mesurant 50 pieds de largeur sur une longueur de 120 pieds, mesure anglaise; contenant, en superficie, 6000 pieds égal à 5282 pieds, mesure française. Taxes municipales, \$1.84; taxes scolaires, \$2.04. Total: \$3.88.

L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Joliette, ce treize mars mil neuf cent quarante-cinq.

Le Secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN,
8775-11-2-0

by No. 541-77, "street"; on the Southeast, by Nos. 541-96 and 541-97; on the Northeast, by No. 541-90; and, on the Southwest, by No. 541-92; measuring 50 feet in width by a length of 120 feet, English measure; containing a superficial area of 6000 feet, equal to 5282 feet, French measurement. Municipal taxes, \$1.84; School taxes, \$2.04. Total: \$3.88.

The purchaser to pay immediately the purchase price.

Given at Joliette, this thirteenth day of March, one thousand nine hundred and forty-five.

CAMILLE BONIN,
Secretary treasurer.
8775-11-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Province de Québec, } McLENNAN LUM-
N°: 231296 } BER LIMITED,
corporation légalement constituée et ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cités et district de Montréal, demandeur, vs G. J. DISEUR, des cités et district de Montréal, défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de St-Paul l'Ermite, connu et désigné dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Paul l'Ermite, sous le N° 143, cent quarante-trois, édit emplacement bâti de maisons et autres dépendances, avec en plus une lisière de terrain attenante démembrée du lot (N° 142) cent quarante-deux des mêmes dits plan et livre de renvoi officiels, contenant ladite lisière de terrain vingt-cinq pieds de front sur toute la profondeur qu'elle peut avoir à partir du chemin public où elle tient devant à aller à la rivière de l'Assomption où elle tient en arrière, tenant d'un côté audit lot 143 et de l'autre côté au surplus dudit lot 142.

2° Un autre emplacement situé en ladite paroisse de St-Paul l'Ermite, connu et désigné dans les plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Paul l'Ermite, sous le numéro cent quarante-quatre (N° 144) contenant une superficie d'environ onze mille huit cent cinquante pieds, avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul l'Ermite, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MARS, 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, le 20 février 1945. 8609-8-2-0
(Première insertion, 24 février 1945)

Fieri Facias de Terris
District de Joliette

Canada } ZEPHYR LEMIEUX,
Province de Québec } menuisier et contre-
Cour Supérieure } maître de la paroisse de
N° 7089 } St-Paul l'Ermite, district de
Joliette, demandeur; vs ADRIEN MASSI-
COTTE, des cités et district de Montréal, défendeur.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized; and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Province of Quebec } McLENNAN LUM-
No. 231296 } BER LIMITED a
body duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs G. J. DISEUR, of the city and district of Montreal, defendant.

1. An emplacement situated in the parish of St-Paul l'Ermite, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Paul l'Ermite, under No. 143, (one hundred and forty-three), with buildings and other dependencies erected on the said emplacement, with moreover a strip of land adjoining and deducted from lot (No. 142) one hundred and forty two of the same said official plan and book of reference, the said strip of land measuring twenty-five feet in front by all the depth that there may be from the public road upon which it faces as far as the Assomption river where it ends, bounded on one side by said lot 143 and on the other side by the surplus of said lot 142.

2. Another emplacement situated in the said parish of St-Paul l'Ermite, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Paul l'Ermite, under number one hundred and forty-four (No. 144) containing a superficial area of about eleven thousand eight hundred and fifty feet — with house and other buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of St-Paul l'Ermite, on the TWENTY-NINTH day of the month of MARCH, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. SYLVESTRE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, February 20th, 1945. 8609-8-2.
(First insertion, February 24, 1945)

Fieri Facias de Terris
District of Joliette

Canada } ZEPHYR LEMIEUX,
Province of Quebec } carpenter and foreman
Superior Court } of the parish of St-Paul
No. 7089 } l'Ermite, district of Jo-
Joliette, plaintiff; vs ADRIEN MASSICOTTE, of the city and district of Montreal, defendant.

Un lot de terre situé dans la paroisse de St-Paul l'Ermite, dans le district de Joliette, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Paul l'Ermite sous le numéro cent soixante et un (N° 161) ayant environ cent vingt-cinq pieds (125 pds) de largeur, plus ou moins, en front, par environ quatre-vingts pieds de profondeur, (80 pds), plus ou moins, et borné comme suit: en front par le chemin public, en profondeur par la rivière l'Assomption, d'un côté par le lot numéro cent soixante et deux (N° 162) dudit cadastre appartenant au Docteur Picotte, et de l'autre côté par le lot numéro cent cinquante-neuf (N° 159) du cadastre susdit appartenant à Zéphyr Lemieux, avec une partie de maison y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Paul l'Ermite, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AVRIL 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
JOS. SYLVESTRE,

Bureau du Shérif,

Joliette, le 9e jour de mars 1945. 8781-11-2-0
[Première insertion, 17 mars 1945]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Circuit — District de Montréal

Montréal à savoir: } A CORPORATION DE
N°: 233520 } L ST-JACQUES LE MI-
NEUR, demanderesse vs LES HERITIERS DE
FEU JOSEPH GIRARD défendeurs.

Un emplacement sis et situé au Village de St-Jacques le Mineur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jacques le Mineur, sous le numéro partie soixante-trois (ptie 63) mesurant en superficie, environ cinquante perches, plus ou moins, borné en front par la rue Flavie, en profondeur par Edouard Guerin, d'un côté par les Demoiselles Derome, et de l'autre côté par Michel Derome, avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Jacques le Mineur, le vingt-neuf MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.
Bureau du Shérif,
Montréal, 20 février 1945. 8613-8-2-0
(Première insertion, 24 février 1945)

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } HENRI LEBLANC,
N° 48716 } entrepreneur gé-
néral et plombier, domicilié en la cité de Lévis,
contre ALBERT DESCHESNES, résidant à St-Jean
Chrysostome, comté de Lévis, district de
Québec, à savoir:

1° Le lot N° 458 (quatre cent cinquante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Chrysostome, comté de Lévis, étant une terre située dans ladite paroisse, mesurant 3 arpents de front par 30 arpents de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Partie du lot N° 459 (quatre cent cinquante-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Chrysostome, comté de Lévis, étant un lot de terre situé dans ladite paroisse, mesurant 4 arpents de front par une profondeur de 8 arpents du côté ouest et 5 arpents du côté est; bornée au nord aux terres du rang Bélair sud, au sud

A lot of land situated in the parish of St-Paul l'Ermite, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of St-Paul l'Ermite, under number one hundred and sixty-one (No. 161), measuring about one hundred and twenty-five feet (125 ft.) in width, more or less, in front, by about eighty feet in depth, (80 ft.), more or less, and bounded as follows: in front by the public road, in depth by the l'Assomption river, on one side by lot number one hundred and sixty-two (No. 162) of the said cadastre belonging to Doctor Picotte, and on the other side by lot number one hundred and fifty-nine (No. 159) of the aforesaid cadastre belonging to Zéphyr Lemieux with part of a house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Paul l'Ermite, on the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,

Joliette, the 9th day of March, 1945. 8781-11-2
First insertion, March 17, 1945]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Circuit Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } THE CORPORATION
No. 233520 } OF ST. JACQUES LE
MINEUR, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE
LATE JOSEPH GIRARD, defendants.

An emplacement being and situated in the Village of St-Jacques le Mineur, known and designated in the official plan and in the book of reference for the parish of St-Jacques le Mineur under number Part sixty-three (Pt. 63) measuring about fifty perches in area, more or less, bounded in front by Flavie street, in depth by Edouard Guerin, on one side by the Misses Derome and on the other side by Michel Derome with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Jacques le Mineur, on the TWENTY-NINTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, February 20th, 1945. 8613-8-2
(First insertion, February 24th, 1945)

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } HENRI LEBLANC, ge-
No. 48716 } neral contractor and
plumber, domiciled in the city of Lévis; against
ALBERT DESCHESNES, residing at St-Jean
Chrysostome, county of Lévis, district of Que-
bec, to wit:

1. Lot No. 458 (four hundred and fifty-eight) of the official cadastre for the parish of St-Jean Chrysostome, county of Lévis, being a farm situated in the said parish, measuring 3 arpents in front by 30 arpents in depth — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 459 (four hundred and fifty-nine) of the official cadastre for the parish of St-Jean Chrysostome, county of Lévis, being a lot of land situated in the said parish, measuring 4 arpents in front by a depth of 8 arpents on the West side and 5 arpents on the East side; bounded on the North by the lands of the South

partie par Jos. Samson et partie par Jos. Blanchet et Jos. Alexandre Fortier, à l'est par le lot N° 460 et à l'ouest par le lot N° 458 sus-décrit, circonstances et dépendances.

Ces deux immeubles sujets aux droits de passage que peuvent avoir Joseph Samson, Joseph Blanchet et Joseph Alexandre Fortier ou leurs représentants, pour sortir au chemin public.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Chrysostome, comté de Lévis, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, ce 28 février 1945. L. LAPIERRE.
[Première insertion, 3 mars 1945] 8663-9-2-0
[Deuxième insertion, 17 mars 1945]

RIMOUSKI

Fieri Facias
Cour Supérieure

District de Rimouski: { EPIPHANE MI-
N° 7915 { CHAUD, St-Jean de
Cherbourg, vs AUGUSTIN LÉVESQUE, Cher-
bourg, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le défendeur AUGUSTIN LÉVESQUE, a et peut avoir sur le lot N° quatre du rang huit, au cadastre officiel du Canton Cherbourg, compris les bâtisses susconstruites.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement, à Matane, le DIX-SEPT AVRIL prochain, 1945, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rimouski, 7 mars 1945. CHS D'ANJOU.
[Première insertion, 17 mars 1945] 8783-11-2-0

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

District de Rimouski: { CASGRAIN, CARON
N° 13610 { & BEAULIEU, avo-
cats, Rimouski vs NAPOLÉON alias PAUL
HARRISSON, Cherbourg, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le défendeur PAUL HARRISSON a et peut avoir sur le lot N° cinquante-trois, rang six, au cadastre officiel du Canton Cherbourg, y compris les bâtisses susconstruites.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement, à Matane, le DIX-SEPT AVRIL prochain, 1945 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rimouski, 7 mars 1945. CHS D'ANJOU.
[Première insertion, 17 mars 1945] 8482-11-2-0

ROBERVAL

Fieri Facias de terris
Cour Supérieure

District de Roberval: { J.-V. TREMBLAY, avo-
N° 11254 { cat, ville, Saint-Joseph
D'Alma, district de Roberval, demandeur vs
JOSEPH-ARTHUR LAROCHE, cultivateur,
de Delisle, défendeur.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à Saint-Cœur-de-Marie, comté de Lac Saint-Jean Est, P. Q., mardi le trentième jour de janvier mil neuf cent quarante-cinq à deux heures de l'après-midi, aura lieu,

Bélair range, on the South partly by Jos. Samson and partly by Jos. Blanchet and Jos. Alexandre Fortier, on the East by lot No. 460 and on the West by lot No. 458 above described — circumstances and dependencies.

These two immoveables subject to rights of way which Joseph Samson, Joseph Blanchet and Joseph Alexandre Fortier or their representatives may have, for egress on to the public road.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Jean Chrysostome, county of Lévis, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, this 28th Feb., 1945. 8663-9-2-0
[First insertion, March 3, 1945]
[Second insertion, March 17, 1945]

RIMOUSKI

Fieri Facias
Superior Court

District of Rimouski: { EPIPHANE MI-
No. 7915 { CHAUD, of St-Jean
de Cherbourg, vs AUGUSTIN LÉVESQUE,
Cherbourg, to wit:

All rights of occupation, clearing, preemption, improvement and other rights which the defendant AUGUSTIN LÉVESQUE has or may have on lot number four of range eight, of the official cadastre of the township Cherbourg with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, at Matane, on the SEVENTEENTH of APRIL next, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 7th, 1945. 8783-11-2
[First insertion, March 17, 1945]

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

District of Rimouski: { CASGRAIN, CARON
No. 13610 { & BEAULIEU, ad-
vocates, Rimouski; vs NAPOLÉON alias PAUL
HARRISSON, Cherbourg to wit:

All the rights of occupation, clearing, preemption, improvement and other rights which the defendant PAUL HARRISSON has or may have on lot number fifty-three, range six, on the official cadastre for the Township Cherbourg with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, at Matane, on the SEVENTEENTH of APRIL next, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 7th, 1945. 8782-11-2
[First insertion, March 17, 1945]

ROBERVAL

Fieri Facias de terris
Superior Court

District of Roberval: { J.-V. TREMBLAY, ad-
No. 11254 { vocate, town St-Joseph
D'Alma, district of Roberval, plaintiff; vs JO-
SEPH-ARTHUR LAROCHE, farmer of De-
lisle, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause formerly announced to take place at Saint-Cœur-de-Marie, county of Lake St. John East, P. Q., on Tuesday, the thirtieth day of January, nineteen hundred and forty-five, at two o'clock in the

au même endroit à la porte de l'église de Saint-Cœur-de-Marie, comté, Lac Saint-Jean, Est P. Q., le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent quarante-cinq à DEUX heures de l'après-midi.

Sera vendu en vertu du bref ci-dessus mentionné: "Le lot de terre ou ferme numéro vingt-six (26) du rang cinq (5) au cadastre officiel du canton Delisle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire un emplacement appartenant à Émile Maltais ou représentants".

Le Shérif,
ANTOINE TREMBLAY.

Bureau du Shérif,

Roberval ce 13ième jour de mars 1945. 8776-o

afternoon, shall take place at the same place at the church door of Saint-Cœur-de-Marie, County Lake St. John East, P. Q., on the SEVENTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and forty-five, at TWO o'clock in the afternoon.

Shall be sold in virtue of the above mentioned brief: "That lot of land or farm number twenty-six (26) of range five (5) of the official cadastre for the township Delisle with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted an emplacement belonging to Emile Maltais or representatives.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,

Roberval, this 13th day of March, 1945. 8776

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234344. Dame Rowena Lanyon, demanderesse, vs Carl Mangold, défendeur.

Prenez avis qu'une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

Montréal, le 14 mars 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS
& TRUDEL.

8789-o

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 234344. Dame Rowena Lanyon, Plaintiff, vs Carl Mangold, defendant.

Notice is hereby given that an action in separation as to property has been instituted by the plaintiff.

Montreal, March 14th, 1945.

ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS
& TRUDEL,
Attorneys for Plaintiff.

8789-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 233684. Dame Jennie Stark, épouse commune en biens de Morris Katz, tailleur, de la cité et du district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 12 mars 1945.

Le procureur de la demanderesse,
8778-o Mtre MICHAEL RUBINSTEIN.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 233684. Dame Jennie Stark, wife common as to property of Morris Katz, of the City and District of Montreal, tailor, has instituted an action in separation as to property against her husband, the said Morris Katz.

Montreal, this 12th day of March, 1945.

Mtre MICHAEL RUBINSTEIN,
8778-o Attorney for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 233983. Dame Bernadette Deschênes, épouse commune en biens de Louis Gagné, débardeur, de la cité et du district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de corps et de biens.

Montréal, le 12 mars 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
8777-o Mtre MICHAEL RUBINSTEIN.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 233983. Dame Bernadette Deschênes, wife common as to property of Louis Gagné, stevedore, of the City and District of Montreal, has instituted an action in separation as to bed and board and property against her husband, the said Louis Gagné.

Montreal, this 12th day of March, 1945.

Mtre MICHAEL RUBINSTEIN,
8777-o Attorney for plaintiff.

Lettre patente

"Malartic River Mines, Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Sidney Hamlin Robinson et Brock Macdonald Evans, procureurs, et Eileen Blanche Weeks, fille majeure,

Letter Patent

"Malartic River Mines, Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1944, incorporating: Sidney Hamlin Robinson and Brock Macdonald Evans, Solicitors and Eileen Blanche Weeks, Spinster, Office Clerk, all of the City of

commis de bureau, tous de la cité de Toronto, dans le comté de York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre et autrement en disposer sous le nom de "Malartic River Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 20,000 actions ordinaires d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Val d'Or, comté d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8785 P. FRENETTE.

Toronto, in the County of York, Province of Ontario, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Malartic River Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 20,000 common shares of One dollar (\$1.00) each.

The Shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The Head Office of the Company will be at the Town of Val d'Or, in the County of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8785-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettre patente supplémentaire

"Malartic River Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et unième jour de janvier 1945, à la compagnie "Malartic River Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$3,000,000, par la création de 2,980,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8786 P. FRENETTE.

Supplementary Letter Patent

"Malartic River Mines, Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of January, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Malartic River Mines, Limited" (No Personal Liability), ratifying a By-Law increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$3,000,000.00, by the creation of 2,980,000 additional common shares of the par value of One dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8786-o Assistant Deputy Attorney General.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Gagnon vs Vaillancourt	571
Lanyon vs Mangold	619
Stark vs Katz	619

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Deschênes vs Gagné	619
--------------------------	-----

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

803—Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe	573
---	-----

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gagnon vs Vaillancourt	571
Lanyon vs Mangold	619
Stark vs Katz	619

ACTION FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD AND PROPERTY:

Deschênes vs Gagné	619
--------------------------	-----

ORDERS IN COUNCIL:

803—Religious institutions, hospitals and educational establishments in the dis- trict of St. Hyacinthe	573
---	-----

804—Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle	573
805—Industrie de la fourrure, commerce de gros dans la région de Montréal...	572
806—Tanneries et corroieries dans la Province	572
809—Industrie de la robe dans la province de Québec	582
810—Employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph d'Alma	575

ASSEMBLÉES:

Montreal Tramways Company	582
The Alma & Jonquiere Rai way Company	582

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	561
----------------------------	-----

AVIS DIVERS:

Bills sanctionnés	583
Bleury Realty Limited (Distribution de l'actif)	583
Commission scolaire de Montauban-les-Mines (Tirage d'obligations)	583
L'Association des Employés de la Standard Woodenware Mfg. Co. (Formation)	584
Le Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier, Section Forestière, Numéro deux cent un (Formation)	584
Malartic River Mines, Limited (Directeurs)	584
Steinberg's Employees' Protective Association (Formation)	584

CHARTES — ABANDON DE:

Association des Constructeurs Saguenay-Lac St-Jean, Inc.	584
Chez Ernest Inc.	585

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 4, 1942 — Ordonnance générale (Renouvellement)	585
N° 5 révisée — Industrie textile de la soie (Renouvellement)	585
N° 10 — Employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers (Renouvellement)	587
N° 15 — Industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut (Renouvellement)	586

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Hôpital Saint-François d'Assise	588
Mercier-Marais, Dame Pauline <i>et al</i>	590
Matteau, Joseph-Albert-Walter <i>et al</i>	587
Ormstown, village de	588
Québec, cité de	589
Succession Charles Francis Smith	588

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Ste-Brigitte-des-Saults	590
---	-----

AGRICULTURE:

INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° 5-44A — St-Hyacinthe ..	590
---------------------------------------	-----

804—Building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle	573
805—Fur industry, wholesale trade, in the district of Montreal	572
806—Tanners and curriers in the Province	572
809—Dress industry in the Province of Quebec	582
810—Trade and office employees in the city of Arvida and the towns of Jonquière, Kenogami and St. Joseph d'Alma	575

MEETINGS:

Montreal Tramways Company	582
The Alma & Jonquiere Railway Company	582

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	561
-------------------------------------	-----

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bills sanctioned	583
Bleury Realty Limited (Distribution of assets)	583
School Commission of Montauban-les-Mines (Drawing of bonds)	583
L'Association des Employés de la Standard Woodenware Mfg. Co. (Formation)	584
Le Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier, Section Forestière, Numéro deux cent un (Formation)	584
Malartic River Mines, Limited (Directors)	584
Steinberg's Employees' Protective Association (Formation)	584

CHARTERS — SURRENDER OF:

Association des Constructeurs Saguenay — Lac St-Jean, Inc.	584
Chez Ernest Inc.	585

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 4, 1942 — General ordinance (Renewal)	585
No. 5 revised — Silk textile industry (Renewal)	585
No. 10 — Employees engaged in the pasteurization, manufacture and/or distribution of dairy products (Renewal)	587
No. 15 — Industry of packing and grading waste paper (Renewal)	586

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Hôpital Saint-François d'Assise	588
Mercier-Marais, Dame Pauline <i>et al</i>	590
Matteau, Joseph-Albert-Walter <i>et al</i>	587
Ormstown, village of	588
Quebec, city of	589
Estate of Charles Francis Smith	588

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Ste-Brigitte-des-Saults	590
---	-----

AGRICULTURE:

DAIRY INDUSTRY:

Order No. 5-44A — St-Hyacinthe	590
--------------------------------------	-----

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Commissions scolaires de Brôme	591
La Minerve, munic. scolaire	591
St-Étienne de Chelsey, munic. scolaire	591

TERRES ET FORÊTS:

Cap-de-la-Magdeleine, paroisse de	591
---	-----

TRAVAIL:

Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement)	592
Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Approbation de règlements)	599
Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda (Prélèvement)	593
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Modification)	601
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (Approbation de règlements)	600
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (Prélèvement)	600
Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe (Approbation de règlements)	594
Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe (Prélèvement)	597
Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec (Prélèvement)	595
Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec (Avis)	594
Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec (Prélèvement)	596

TRÉSOR:

Avis de rachat par anticipation	605
---------------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:

Algro Girls' Wear Co.	562
Compagnie Bélisle & Allard Limitée	563
E. Aboud Co.	563
François Nolin Limitée	563
Jay Flex Ltd.	564
La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée	564
Malartic River Mines, Limited	619
Montreal Mart Inc.	565
Quebec Industrial Relations Institute.	565
20th Century Ladies Wear Inc.	566

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company	566
Capper & Jaques Limited	567
Delisle Auto Rouyn Limitée	567
Gagnon & Frères de Roberval Ltée.	567
Gulf Iron & Metal Co. Ltd.	567
Gulf Securities Corporation Ltd.	568
Hotel Rus-Tik Inc.	568
(La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée) — Metropolitan Goulet Company Limited	568
Maison Sainte-Agnès	568

EDUCATION:

School boards of Brome	591
La Minerve, school munic.	591
St-Étienne de Chelsey, school munic.	591

LANDS AND FORESTS:

Cap-de-la-Magdeleine, parish of	591
---------------------------------------	-----

LABOUR:

Joint committee of inland and coastal navigation of the Port of Montreal (Levy)	592
Joint committee of the construction industry of Quebec (Approval of by-laws)	599
Joint committee of the barbers of Rouyn and Noranda (Levy)	593
Joint committee of the paper box industry of the Province of Quebec (Modification)	601
Joint committee of the automobile industry of the Eastern Townships (Approval of by-laws)	600
Joint committee of the automobile industry of the Eastern Townships (Levy)	600
Parity committee of the religious institutions and church councils of St. Hyacinthe (Approval of by-laws)	594
Parity committee of the religious institutions and church councils of St. Hyacinthe (Levy)	597
Retail trade parity committee of Quebec (Levy)	595
Joint committee of the hardware trade, Quebec District (Notice)	594
Joint committee of the hardware trade, Quebec District (Levy)	596

TREASURY:

Notice of redemption	605
----------------------------	-----

✓ LETTERS PATENT:

Algro Girls' Wear Co.	562
Compagnie Bélisle & Allard Limitée	563
E. Aboud Co.	563
François Nolin Limitée	563
Jay Flex Ltd.	564
La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée	564
Malartic River Mines, Limited	619
Montreal Mart Inc.	565
Quebec Industrial Relations Institute.	565
20th Century Ladies Wear Inc.	566

✓ SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company	566
Capper & Jaques Limited	567
Delisle Auto Rouyn Limitée	567
Gagnon & Frères de Roberval Ltée.	567
Gulf Iron & Metal Co. Ltd.	567
Gulf Securities Corporation Ltd.	568
Hotel Rus-Tik Inc.	568
Metropolitan Goulet Company Limited — (La Compagnie Métropolitaine Goulet Limitée)	568
Maison Sainte-Agnès	568

Malartic River Mines, Limited.....	619	Malartic River Mines, Limited.....	619
McNeil, Mantha, Inc.	569	McNeil, Mantha, Inc.	569
Millen & Frère Incorporée.....	569	Millen & Frère Incorporée.....	569
Novo Broom & Mop Supplies Corpora- tion	569	Novo Broom & Mop Supplies Corpora- tion	569
Philip Shiveck Ltd	569	Philip Shiveck Ltd	569
Polco Realty Corporation	570	Polco Realty Corporation	570
Rand Service Stores Ltd.	570	Rand Service Stores Ltd.	570
René-T. Leclerc Incorporée	570	René-T. Leclerc Incorporée	570
R. F. Baril Incorporated.....	570	R. F. Baril Incorporated.....	570
Success Wax Ltd	571	Success Wax Ltd	571
Union Petroleum Corporation	571	Union Petroleum Corporation	571
Victoria Theatre Co. Ltd.	571	Victoria Theatre Co. Ltd.	571

NOMINATIONS:

Diverses	605
----------------	-----

PROCLAMATIONS:

Beaudet et Antoine, cantons de	610
Fréville, canton de	607
Mattawin, canton de	608

SIÈGES SOCIAUX:

Compagnie Bélisle et Allard Limitée....	612
Malartic River Mines, Limited	612
Rosaire Dumas, Limitée	613
Ste-Marguerite Winter Roads Associa- tion Inc.	612
Town Realities Limited	613

SOUMISSIONS:

Commission scolaire catholique de la cité de Sorel	613
Grand'Mère, cité de	614
Grand'Mère, cité de	614

VENTES POUR TAXES:

Joliette, cité de	615
-------------------------	-----

VENTES PAR SHERIFFS:

JOLIETTE:

McLennan Lumber Limited vs Diseur..	616
Lemicux vs Massicotte	616

MONTREAL:

Corporation de St-Jacques le Mineur vs Héritiers Joseph Girard	617
---	-----

QUÉBEC:

Leblanc vs Deschenes	617
----------------------------	-----

RIMOUSKI:

Casgrain <i>et al</i> vs Harrisson	618
Michaud vs Lévesque	618

ROBERVAL:

Tremblay vs Larouche	618
----------------------------	-----

8800-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	605
---------------------	-----

PROCLAMATIONS:

Beaudet and Antoine, townships of.....	610
Fréville, township of	607
Mattawin, township of	608

HEAD OFFICES:

Compagnie Bélisle et Allard Limitée....	612
Malartic River Mines, Limited	612
Rosaire Dumas, Limitée	613
Ste-Marguerite Winter Roads Associa- tion Inc.	612
Town Realities Limited	613

TENDERS:

Catholic School Commission of the City of Sorel	613
Grand'Mère, city of	614
Grand'Mère, city of	614

SALE FOR TAXES:

Joliette, city of	615
-------------------------	-----

SHERIFFS' SALES:

JOLIETTE:

McLennan Lumber Limited vs Diseur ..	616
Lemicux vs Massicotte	616

MONTREAL:

Corporation of St. Jacques le Mineur vs Heirs of Joseph Girard	617
---	-----

QUEBEC:

Leblanc vs Deschenes	617
----------------------------	-----

RIMOUSKI:

Casgrain <i>et al</i> vs Harrisson	618
Michaud vs Lévesque	618

ROBERVAL:

Tremblay vs Larouche	618
----------------------------	-----

8800-o

